Hervé CARRIER, s.j., et Lucien ROY, s.j.

(1968)

Évolution de l'Église au Canada français. *Étude de sociologie pastorale.*

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@ugac.ca

Site web pédagogique : <http://www.ugac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de: "Les classiques des sciences sociales"

Une bibliothèque numérique fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Site web: <http://classiques.ugac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.ugac.ca/>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES](#).

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Hervé CARRIER, s.j. et Lucien ROY

ÉVOLUTION DE L'ÉGLISE AU CANADA FRANÇAIS. ÉTUDES DE SOCIOLOGIE PASTORALE.

Montréal : Les Éditions Bellarmin, 1968, 78 pp. Collection : Cahiers de l'Institut social populaire, no 9.

[Autorisation formelle accordée par l'auteur le 17 novembre 2009 de diffuser l'ensemble de son œuvre dans Les Classiques des sciences sociales.]

Courriel : herve.carrier@jesuites.org

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 12 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5" x 11")

Édition numérique réalisée le 12 mars 2010 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Hervé CARRIER, s.j.

Évolution de l'église au canada français.
Études de sociologie pastorale.

Montréal : Les Éditions Bellarmin, 1968, 78 pp. Collection : Cahiers de l'Institut social populaire, no 9.

Table des matières

INTRODUCTION

Première partie.

SITUATION DE L'ÉGLISE AU CANADA FRANÇAIS

Par Lucien Roy, s.j.

I. UN MILIEU MOUVANT

II. INFLUENCES ÉLOIGNÉES QUI ONT MODIFIÉ LA CONDITION DE L'ÉGLISE

- a) Processus de modernisation
- b) Malaises et insatisfactions d'ordre politico-religieux
- c) Influences extérieures

III. RESPONSABILITÉ DE L'ÉGLISE DANS LA DÉTÉRIORATION DE SA SITUATION

- a) Retards accumulés
- b) Flottement et incertitude dans la direction
- c) Défaut d'unité, de prise de position commune

IV. IMAGES ACTUELLES DE LA COMMUNAUTÉ CHRÉTIENNE

- a) Pratique religieuse
- b) Nationalisme
- c) Anticléricalisme
- d) Émancipation
- e) Foi
- f) Maturité
- g) Morale
- h) Réactions au spirituel

V. RENOUVEAU

- a) Action catholique
- b) Pastorale, liturgie, catéchèse
- c) Essor missionnaire
- d) Attitude d'ouverture dans l'Église canadienne-française
- e) Oecuménisme

CONCLUSION

BIBLIOGRAPHIE

Deuxième partie.
PERSPECTIVES SOCIO-PASTORALES
Par Hervé Carrier, s.j.

I. LES TRAITS SOCIO-CULTURELS DU MILIEU

- 1. Volonté d'accélérer la modernisation
- 2. Une promotion socio-économique consciente
- 3. Rôle nouveau de l'État
- 4. Mouvement de sécularisation
- 5. Impact des moyens de communication
- 6. Valorisation des générations nouvelles
- 7. Incertitudes socio-politiques

II. LES URGENCES PASTORALES

- 1. Formation d'un laïcat chrétien pleinement responsable
- 2. Approche théologique des réalités socio-culturelles
- 3. Favoriser la promotion socio-économique
- 4. Impératifs de la collaboration pastorale
- 5. Une formation apostolique ouverte
- 6. Une Église en état de recherche

CONCLUSION

Évolution de l'église au canada français.
Études de sociologie pastorale.

INTRODUCTION

[Retour à la table des matières](#)

Au lendemain du Concile, les Jésuites du Canada français entreprenaient une enquête de sociologie religieuse en vue de procéder à une révision méthodique de leur action apostolique. L'enquête dura plus de deux ans et fournit un ample matériel à la commission chargée de formuler des recommandations pratiques aux supérieurs de la Compagnie de Jésus.

L'enquête comportait deux parties principales : une étude sociologique du *milieu* pour en dégager les traits caractéristiques, les lignes d'évolution et les besoins spirituels ; une analyse de la *Compagnie de Jésus*, dans ses effectifs, ses tâches, ses aspirations nouvelles. La synthèse des éléments recueillis permit la rédaction d'un rapport final intitulé « Pour une planification de notre apostolat ».

La documentation de cette enquête a fait l'objet d'une édition restreinte et privée. Elle comprend une dizaine de volumes mis à la disposition de tous les Jésuites, et auxquels eurent accès les non-Jésuites qui demandèrent à les consulter. Cette édition privée est épuisée ; et

une réédition s'avérerait trop lourde et trop onéreuse. Aussi a-t-on songé à extraire de la première partie de l'enquête, celle qui porte sur le *milieu*, et à publier les deux textes qui traitent plus explicitement des problèmes actuels de l'Église et de la pastorale.

La première étude esquisse le tableau des principales évolutions survenues dans l'Église du Québec au cours des récentes années. La seconde présente une synthèse de l'enquête sociologique sur le milieu et dégage les urgences pastorales qui en résultent. On trouvera dans ces études certains développements sur des thèmes identiques. Conséquence inévitable du procédé suivi pour étudier le milieu canadien-français. Ce ne sont pas cependant de simples répétitions. Les thèmes en ressortent dans une plus grande lumière.

Ces études se réfèrent toutes deux, à un relevé général des principaux faits ou institutions du milieu, but premier du relevé où il s'agissait moins de poursuivre des recherches originales sur quelques points précis, que de recueillir une documentation d'ensemble sur les traits marquants de notre société québécoise.

On avait conclu, après examen et discussion, qu'il fallait considérer en priorité certaines institutions dont l'évolution révèle des besoins nouveaux et appelle une réorientation pastorale. On s'adressa donc à des spécialistes et on leur demanda des rapports sur 1) les données démographiques de base ; 2) les transformations dans le domaine politique ; 3) les situations nouvelles de l'Église au Canada ; 4) le développement économique et industriel ; 5) les classes sociales et la promotion socio-économique ; 6) la famille dans le contexte actuel ; 7) les transformations du monde scolaire ; 8) les orientations de la littérature, des arts et de la culture ; 9) l'influence des moyens de communication. On confia chacun des sujets énumérés à un responsable ; celui-ci devait recueillir la documentation, consulter d'autres experts en la matière, la débattre avec eux et rédiger son rapport.

Cette étude devait en principe couvrir l'époque qui va de l'après-guerre jusqu'à nos jours, mais on insista davantage sur les cinq ou six

dernières années. Partant de ces données, on risqua quelques prévisions pour les cinq ou quinze années qui s'annoncent. *Enquête sur l'action apostolique des Jésuites du Canada français* (Cahier II, 389 pp.), l'édition privée mentionnée plus haut, contient les résultats de ces travaux sociographiques.

Les deux études que nous présentons sont donc le fruit de nombreux travaux antérieurs. Elles dégagent les implications spirituelles et pastorales d'une recherche poursuivie en commun sur notre milieu. Nous ne prétendons pas avoir dit le mot définitif : la réalité est trop mouvante et nous connaissons nos limites. Nos considérations sont plutôt une invitation au dialogue. La révision de notre action est toujours à reprendre. Ce qui importe par-dessus tout c'est l'esprit, c'est l'attitude de recherche, la volonté d'être toujours fidèle au réel. Nous avons à apprendre ensemble à lire les événements et à y discerner les voies nouvelles de l'action du Seigneur.

Hervé CARRIER

3 septembre 1968

Évolution de l'église au canada français.
Études de sociologie pastorale.

Première partie

Situation de l'Église au Canada français

Lucien Roy, s.j.

[Retour à la table des matières](#)

Première partie.
Situation de l'Église au Canada français

I

Un milieu mouvant

[Retour à la table des matières](#)

Le Canada français apparaît comme un cas unique dans la course à l'avenir de la plupart des nations. Non qu'il détienne les positions les plus avancées ; car il n'est pas un domaine où d'autres ne l'aient précédé. L'étonnant est d'abord qu'il soit entré en lice alors qu'on le croyait en hibernation encore pour quelques décennies, voué au sous-développement culturel, économique et à presque toutes les formes de retard ; et c'est ensuite, qu'une fois en lice il montre une telle vigueur dans la compétition, une volonté évidente de faire sa trouée. « Le Canada français apparaît comme le théâtre d'une transformation économique et spirituelle extrêmement rapide, susceptible de modifier demain son visage et sa structure » (4, c). ¹

À cette transformation, nos compatriotes de langue anglaise ont trouvé un nom, « the quiet revolution ». L'expression est maintenant passée en cliché, tout le monde parle de révolution tranquille (28).

¹ Les chiffres entre parenthèses renvoient à la bibliographie pp. 38 sq.

Tranquille ? Le sera-t-elle toujours, cette révolution ? Des spécialistes se le demandent : « La révolution tranquille pourrait préparer les bases d'une révolution véritable... » (42). Les malaises sociaux auxquels nous assistons (v.g. les innombrables grèves), obligent à laisser la question en suspens.

Les tenants de l'affranchissement n'ont pas tous les mêmes visées ou une même conception de notre avenir socio-culturel. Il est peu de Canadiens français, en réalité, qui ne soient heureux d'assister à ce déblocage sur tous les fronts, y compris le plan religieux et celui des relations socio-ecclésiastiques. Tous veulent collaborer, mais les objectifs restent très divers.

Dans le chassé-croisé des tendances, des espoirs et des revendications, il est difficile de démêler les vrais courants de fond des mouvements de surface. Plus difficile encore de déterminer les « causes » qui ont pu créer la situation présente ; et singulièrement, puisque c'est le sujet qui nous occupe, les causes qui ont pu déterminer la condition nouvelle de l'Église.

La situation sociologique de l'Église n'est plus la même. Autour d'elle, trop de choses ont changé qui modifient considérablement le contexte de vie où elle s'insère. C'est donc déjà un peu sa forme d'existence qui est en jeu.

Elle-même dans le passé, s'est-elle suffisamment préparée aux changements qui s'opèrent maintenant ? N'a-t-elle pas à son passif des retards et des déficiences qui expliqueraient en bonne partie ses déboires présents ? Quel que soit le bien-fondé de l'hypothèse, il lui incombe aujourd'hui de se repenser et de se resituer lucidement au milieu d'un monde en radicale transformation.

Première partie.
Situation de l'Église au Canada français

II

Influences éloignées qui ont modifié la condition de l'Église

[Retour à la table des matières](#)

Nous nous bornons ici au milieu canadien-français, même s'il faut admettre qu'un phénomène universel, débordant le cadre des pays et des civilisations, est en train de modifier partout les rapports de l'Église avec la société et avec ses propres fidèles. Dans cet ordre d'idées, nous ne serions qu'un cas entre plusieurs, une simple addition au poids du nombre.

En réalité nous constituons un cas original, en raison de l'ampleur et de la soudaineté des mutations. Mais quelles en sont les causes ? Avant d'entendre la confession que l'Église historique pourrait faire de ses timidités, de ses abus d'autorité, de ses imprévoyances, essayons de cerner les principaux facteurs qui ont pu jouer en dehors d'elle et qui auraient en partie amorcé le tournant où nous sommes.

a) Processus de modernisation

La modernisation des institutions de notre pays n'a rien de typique. Ce qui lui est particulier, c'est l'écart considérable entre un début si récent, et la situation présente. En d'autres termes, si le rythme accéléré, parfois vertigineux, des transformations qui se sont opérées et qui continuent de s'opérer (urbanisation, industrialisation, socialisation) apparaît aujourd'hui en de nombreux pays, il en est peu, s'il en existe, où la transition aura été aussi brusque et le choix aussi brutal. C'est pour la société québécoise entière une remise en question et pour l'Église un dépaysement.

Le fait qu'une société, rurale à 65%, devienne, en un peu plus de cinquante ans, urbaine à 75% ne se produit pas sans entraîner des conséquences sérieuses pour le comportement religieux ni sans commander un renouvellement profond de la pastorale. Même si l'on admet que les conditions spéciales du Québec aient pu adoucir cette transition (36), la rapidité de l'évolution met à rude épreuve la souplesse des hommes et des institutions en place.

Comment l'Église n'a-t-elle pas prévu ce qui s'en venait et ne s'y est-elle pas préparée en temps utile ? La question reste en partie académique. Par quel miracle de perspicacité, d'ingéniosité, d'adaptabilité, des hommes se seraient-ils abstraits du milieu où ils vivaient pour préparer le passage à des conditions futures que personne alors ne pouvait définir avec netteté ?

L'industrialisation rapide devient, à partir de la seconde guerre mondiale, un phénomène national et cette situation nouvelle de tout le Canada entraîna parallèlement dans le Québec, deuxième province par sa population, ses richesses, son importance stratégique dans la Confédération, une autre évolution. On ressentit bientôt comme une infériorité intolérable les retards industriels et sociaux du Québec, longtemps considérés comme des préservatifs de la vocation rurale et de l'économie agricole de la province. Ici encore le revirement a été

spectaculaire, plus rapide même que l'industrialisation. Ce n'est évidemment pas le fait brut du nombre et de la puissance des industries qui peut affecter l'Église, mais la mentalité qui résulte de la priorité accordée à la technique. Le mot lancé durant le premier quart du XXe siècle : « Emparons-nous de l'industrie » a pris du temps à gagner le cœur des masses. Depuis qu'il a rallié tout le monde, il a créé une véritable fièvre, le désir anxieux et impatient de qui mesure d'un coup d'oeil l'ampleur de la tâche et de ses retards.

La socialisation, il y a moins de dix ans, prenait encore pour quelques-uns l'allure d'un épouvantail. Aujourd'hui, la population dans son ensemble l'accepte comme une condition normale des sociétés modernes. Il suffirait d'évoquer ce qui s'est passé dans les grands secteurs de l'éducation, de la santé et du bien-être pour mesurer l'étape parcourue. Il est vrai qu'on n'accepte pas partout d'un même cœur toutes les modalités des prises en charge de l'État : les négociations ne sont pas terminées et le dernier mot n'est pas dit sur tous les points. Mais le principe, lui, n'est plus mis en cause. Non seulement toutes les formes d'assurances sociales sont bien reçues mais on en désire encore l'extension. L'assurance-santé, après l'assurance-hospitalisation, ne présente plus guère qu'un problème de financement. Personne n'y contredit, non pas même l'Église, bien que ces transformations l'obligent à des replis et à de constantes adaptations. Le fait est particulièrement notable dans le domaine de l'éducation.

À ces facteurs de modernisation acceptables par tous à peu près sans réticence, s'en ajoutent d'autres plus équivoques : la sécularisation, le pluralisme religieux, la détérioration de la croyance.

Il faut reconnaître que la sécularisation est comme liée à la structure des sociétés modernes. Chez nous, elle est accentuée par le désir des laïcs de reprendre le temps perdu et aidée par la volonté quasi universelle de notre population d'accepter pleinement les « conditions de la civilisation moderne ».

« L'organisation des rapports sociaux, économiques et politiques obéit de plus en plus à des normes indépendantes de la religion. Bien

des facteurs convergent encore vers une sécularisation : les uns purement objectifs, comme les progrès de la science, de la technique, de la socialisation ; les autres obéissent à des préoccupations idéologiques, même contradictoires : sécularisme sectaire et approfondissement théologique » (32). Sans doute, à la fin, une religion plus pure y trouvera son compte, une meilleure intelligence des rôles respectifs de l'Église et de l'État aboutira à une autre forme de présence de l'une à l'autre, mais le phénomène dans son ensemble constitue pour le moment un écueil pour les faibles et donc un défi pour l'Église. À moins qu'on veuille s'entretenir dans ce splendide rêve théologique d'une Église si épurée qu'elle n'atteigne plus que la partie infime de l'humanité, ou d'une Église si parfaitement mêlée à la pâte humaine qu'elle cesse d'être un levain pour n'être plus que pâte elle-même.

En ce qui regarde le pluralisme religieux, l'Église du Québec a une longue tradition de tolérance et même de courtoisie à l'égard des autres confessions religieuses à côté desquelles elle s'est développée pacifiquement. En ce sens on peut dire que le principe de la liberté religieuse a toujours fait partie de sa philosophie. Ce qu'elle comprend moins, mais qu'elle devra accepter à l'avenir, c'est que des Canadiens français revendiquent leur liberté dans leurs rapports avec elle, cessent tout à coup de lui appartenir, ou se montrent réfractaires à son influence et à sa mission de salut.

Le fait que la « chrétienté » comme telle tend à disparaître et qui a atteint l'ampleur d'un phénomène universel se manifeste aussi dans notre milieu et a entamé sérieusement une communauté, jusqu'à ces dernières années, privilégiée. Le mal, semble-t-il, se développe comme par une sorte de contagion, gagnant de proche en proche et créant la panique. C'est comme une épidémie spirituelle, dont la peur serait un des éléments pathogènes. « L'homme à l'instinct grégaire est saisi d'angoisse à la pensée de tomber dans le *parti* d'une minorité isolée, donc exposée et vulnérable, ou plutôt objet d'agression. Si l'on tient compte de ce fait, on peut prévoir avec la même certitude, la poursuite et l'accentuation du processus de *défection des masses* à l'égard de l'Église. Les défenseurs inébranlables de la *catégorie de l'individu*

s'en réjouiront une fois de plus ; l'Église, comme mère des hommes, chargée par le Christ de faire paître le troupeau, ne le peut pas » (Hans Urs von Balthasar, *Dieu et l'homme d'aujourd'hui*, p. 175). Notons d'ailleurs que la désaffection des masses et la détérioration de la croyance religieuse ne sont pas le fait du groupe catholique seulement ; les autres confessions religieuses sont affectées dans des proportions aussi alarmantes.

**b) Malaises et insatisfaction
d'ordre politico-religieux**

Tension, climat de lutte. - L'émancipation graduelle du Canada tout entier sur le plan politique, les efforts qu'il poursuit pour se libérer de l'emprise économique des États-Unis, sa position de plus en plus ferme parmi les moyennes puissances, son rôle dans la politique internationale, ont des répercussions au Québec, et parfois même y ont trouvé leur inspiration première. D'où, chez nous, un mouvement de plus en plus réfléchi d'autonomie : mouvement de libération économique, désir de traiter en partenaire égal au plan international, désir devenu réalité ici et là, v.g. par les traités d'échanges culturels, ou un commencement de représentation diplomatique indépendante (46).

Sentiment de frustration. - Le Canada français a depuis longtemps l'impression de n'être pas traité équitablement dans la Confédération, impression que viennent renforcer sans cesse de nouveaux faits. L'effort de redressement tenté par la partie la plus clairvoyante et la plus influente du Canada anglais risque de n'avoir pas de suite face à l'incompréhension du grand nombre. Disons aussi, pour être franc, que la sensibilité canadienne-française dépasse vite maintenant son seuil de tolérance. Nous semblons promis à un avenir politique agité et à des affrontements majeurs. Ce climat d'effervescence risquera de remettre en question beaucoup plus de choses que la seule Confédération.

Méfiance à l'égard de l'Église. - Sentiment, chez plusieurs, que l'Église avait pris vraiment une trop grande place dans la vie du citoyen et dans nos institutions. On pense à l'omniprésence cléricale dans la vie quotidienne, le quasi-monopole des institutions de bien-être, d'éducation. Quelques-uns attribuent à l'Église un rôle équivoque, favorisant à la fois le respect de l'ordre établi (gouvernement, couronne britannique, toutes nos allégeances politiques) et un sentiment national teinté de religiosité, cultivé à son profit. Ce sont là choses du passé sans doute, mais d'un passé si proche qu'on le verrait se profiler encore dans le présent.

c) Influences extérieures

Culturelles, économiques, sociales, religieuses. Elles ont deux sources principales : les États-Unis et la France.

Influence américaine. - Même si pour des raisons de culture, de fierté nationale, de préservation des moeurs, on est presque unanime à vouloir s'en défendre, cette influence nous domine. L'énorme pression qu'exerce sur un petit groupe ethnique de quelques millions une masse anglophone près de quarante fois supérieure, paraît à elle seule décisive. L'absence de frontières naturelles est significative de l'intercommunication qui existe sur tous les plans. Par exemple, au plan universitaire, l'influence américaine agit sur nous par l'échange d'étudiants et de professeurs, par l'adoption de manuels américains et de techniques américaines, par le moyen de bourses et de fondations. Au plan du travail : de nombreuses filiales de compagnies américaines, dans les principaux secteurs de l'industrie, assurent le gagne-pain de centaines de milliers de travailleurs ; beaucoup d'organisations syndicales internationales ayant leurs quartiers généraux aux États-Unis unissent les travailleurs des deux pays. Au plan des loisirs et de la « culture » po-

pulaire, nous sommes envahis par les films américains, la TV américaine, les magazines américains. Le tourisme, dans les deux sens, occasionne annuellement des déplacements de millions de voyageurs qui franchissent la frontière Québec-États-Unis. Ajoutons les échanges commerciaux très nombreux avec tout ce qu'ils impliquent : échelles de salaires, coût de la vie et en général pénétration de l'« *American way of Life* ».

Influence française. - Pour des raisons de parenté ethnique et linguistique et par un reste d'antipathie à l'égard des Anglo-Saxons ; et encore, en vue d'assurer le renforcement de notre culture ou dans l'espoir de développer des intérêts communs, économiques et autres, les Canadiens français sont tacitement d'accord pour courtiser la France, tandis que la France, de son côté, semble prendre conscience de plus en plus de l'existence d'un Canada français. La tournée triomphale du général de Gaulle au Québec - il semble bien que la plupart s'en soit rendu compte - a été en fait le triomphe de la France et du sentiment français.

La France a comme principal agent d'influence sa production littéraire. Production littéraire d'inégale valeur et d'où sont issus en partie quelques-uns de nos problèmes. Depuis les années '50, la France détient d'emblée le premier rang sur le marché du livre au Québec. Plusieurs librairies et maisons d'édition y ont des filiales ou des représentants. Revues et journaux nous arrivent régulièrement et parfois paraissent dans les kiosques à Montréal en même temps qu'à Paris. Beaucoup de professeurs de France ou d'autres pays francophones viennent enseigner dans nos écoles, nos collèges, nos universités. L'impression qu'ils créent est excellente, même si parmi eux quelques doctrinaires de droite et de gauche sont venus s'affronter dans notre milieu, même si la Cité catholique et le mouvement laïque ont tous deux cherché des prolongements au Canada. Ombres passagères, d'importance mineure en regard de ce que nous avons reçu de la France.

Première partie.
Situation de l'Église au Canada français

III

Responsabilité de l'Église dans la détérioration de sa situation

[Retour à la table des matières](#)

Au milieu de l'insécurité générale, l'Église elle-même ne paraît pas à l'abri. Avant 1930, elle jouissait paisiblement d'un grand prestige ; elle est depuis tombée rapidement à la situation très modeste qu'elle occupe présentement, moins écoutée, moins consultée, moins respectée. La détérioration de son prestige dans la société semble ébranler la confiance de ses propres sujets, fidèles, religieux ou religieuses, prêtres. D'où critiques, déjà de mode par suite d'une certaine manière de comprendre le Concile, et même des désertions.

a) Retards accumulés

L'Église canadienne et sa hiérarchie ne pouvaient prévoir l'événement Jean XXIII et l'impact du Concile sur l'Église entière, mais était-il impossible de manifester un peu plus de clairvoyance, tout par-

ticulièrement entre les années 1945-1955 ? On aurait alors préparé et aidé une évolution moins brusque. Relevons simplement quatre points.

1) Parler de compromissions politiques ou de collusion avec les gouvernements serait injuste, mais on peut noter une trop grande complaisance à soutenir « l'ordre établi », avec une prédication axée sur la soumission, des échanges de bons procédés, des ententes tacites, sortes de pactes mutuels de coexistence où les deux parties laissent un peu de leurs droits et de leur liberté. C'est ainsi que pour obtenir l'aide financière des gouvernants aux institutions catholiques il a fallu se taire sur un manque de justice sociale.

2) Dans son enseignement, sa spiritualité, la formation de ses prêtres et de ses élites, l'Église canadienne s'est trop facilement contentée de prolonger le passé. Trop souvent, son enseignement et sa spiritualité restaient impersonnels, sans racine dans la vie et le milieu. Encore maintenant, l'Église québécoise est trop facilement tributaire de ce qui se pense, se dit ou se fait ailleurs. Il faut reconnaître toutefois que c'est le cas non pas tant de la hiérarchie ecclésiastique que de cette partie du peuple de Dieu qui se donne pour l'aile marchante de l'Église. Plusieurs sont portés à regarder moins vers Rome que vers d'autres parties de l'Europe pour y chercher de nouvelles orientations.

3) Dans sa pastorale, l'Église canadienne a manqué de pénétration. Par ses origines sociales, son mode de vie, ses habitudes de pensée, nul n'était plus mêlé au milieu que le prêtre canadien-français ; pourtant dans la conduite de son ministère, il saisissait assez peu les besoins et les aspirations du peuple au sein duquel il évoluait. Il ne se rendait pas compte que le temps où l'on recevait le prêtre automatiquement comme le chef de file de sa petite communauté devenait de plus en plus révolu ; et jusqu'au Concile on s'est contenté à peu près, pour lui, de la même formation traditionnelle. On vient de prendre conscience de ce problème. Les principaux séminaires ont transformé notablement leur mode de vie, leurs structures, leurs programmes, leurs principes pédagogiques. Les regroupements autour d'une faculté universitaire ou dans de vastes complexes intercommunautaires sont trop récents pour

avoir donné tous leurs résultats. Il n'y aura probablement pas que du positif dans ces expériences, mais le branle est donné à une révision radicale et permanente qui s'accorde avec les nécessités psychologiques et les besoins de la pastorale.

4) L'Église du Québec a laissé s'accumuler les retards de toutes sortes dans le domaine social, le monde de l'éducation, l'utilisation des techniques de communication, etc. Par ailleurs, si paradoxal que cela paraisse, elle a déployé dans tous ces champs des efforts considérables et pris les initiatives les plus diverses. Toutefois, il manquait toujours à ces déploiements d'être proportionnés aux exigences du temps : l'action de l'Église ne s'est pas développée au rythme des besoins réels. Elle n'était pas non plus suffisamment organisée, d'où d'immenses lacunes à côté des secteurs qu'elle favorisait ; elle a abouti à hypertrophier un rôle de suppléance déjà trop considérable, tandis qu'elle laissait passer l'occasion d'éveiller chez les vrais responsables le sens de leurs responsabilités respectives.

b) Flottement et incertitude dans la direction

Depuis une vingtaine d'années, l'Église canadienne-française n'a plus bénéficié de cette ligne de conduite éclairée, ferme, poursuivie avec esprit de suite qui la guidait antérieurement. La faute en est sans doute pour une bonne part aux situations toutes nouvelles et déroutantes de l'après-guerre. Ces chefs qui parlaient autrefois avec autorité auraient-ils su se faire entendre dans les conditions où se sont retrouvés leurs successeurs ? Auraient-ils joui de cette même vision simple et nette qui était la leur en des temps plus faciles ?

Quoi qu'il en soit, il nous faut reconnaître qu'à un moment crucial de notre histoire, personne, ou presque, n'a pris la relève des chefs de file qui s'étaient succédés jusque-là et avaient rallié, sinon dans une même pensée, au moins dans une même fidélité, l'épiscopat, le clergé et l'ensemble des fidèles. Durant la période antérieure, on avait déjà perçu des murmures discrets et respectueux à propos d'une façon ju-

gée trop servile de nous aligner sur la monarchie, de prôner une soumission aux allures d'engagement politique, de recourir trop allègrement aux grandes mesures d'autorité pour imposer des décisions qu'on eût préféré étudier et arrêter sur un plan d'échange. À la longue, cette façon de procéder a fini par créer du malaise et la génération suivante devait en récolter les résultats.

Il faut avouer qu'après la disparition des grands dirigeants on a mis du temps à se ressaisir. Plusieurs évêques, parmi les plus influents et les plus actifs, inclinaient vers un conservatisme étroit que l'ensemble des fidèles acceptait fort bien, mais qui par la suite devait tourner au détriment d'une Église en passe de devenir adulte. D'autres évêques, beaucoup plus ouverts et plus près du réel, mais moins dynamiques et surtout moins écoutés de leurs collègues, se sont vus isolés - et dans certains cas évincés - sans avoir pu donner leur mesure et orienter l'Église selon les besoins nouveaux.

Autour des années '50, l'attitude ordinaire de l'Église penchait, non pas vers la libération, mais vers le renforcement des mesures d'autorité. Et si l'Église en général n'était pas sans s'en rendre compte, la communauté québécoise l'a peut-être éprouvé plus que d'autres. Des interventions trop directes de Rome, non seulement pour le remplacement mystérieux de la hiérarchie locale, mais aussi dans l'exercice de la charge pastorale, rendirent timides ceux qui avaient mission de diriger et découragèrent leurs efforts pour rejoindre les problèmes du temps et du milieu. L'histoire d'une certaine lettre pastorale sur le problème ouvrier pourrait servir d'illustration en cette matière.

Le choc enregistré alors par l'Église québécoise n'a pas fini de se faire sentir. Les évêques en ont tiré profit. Les pasteurs d'aujourd'hui savent que dans l'exercice de leur ministère ils doivent présenter un visage et un style de vie différents de ceux d'autrefois. Cette « direction » qu'on discernait si mal, il y a quelques années, tant elle était discrète, est en train de prendre consistance sous nos yeux. Une longue patience, une grande ouverture d'esprit et de cœur, une inlassable charité semblent, pour notre plus grand réconfort, marquer le lea-

dership nouveau des responsables de l'Église, aussi bien au niveau de l'Église locale qu'à celui de l'Église universelle.

*c) Défaut d'unité,
de prise de position commune*

On a adressé des critiques sérieuses - certains diront trop sévères si l'on tient compte des circonstances - à nos responsables spirituels. On leur reproche d'avoir manqué, pendant plusieurs années, de vision claire, d'orientation précise, d'esprit de suite dans leurs initiatives et leur direction, de n'avoir pas réussi à établir entre eux la cohésion, la force d'unité que réclamaient les problèmes de l'heure. S'ils ont fait bloc sur des questions d'importance secondaire, comme par exemple, l'unification des associations hospitalières, ils ne sont pas parvenus à prendre ensemble position sur les problèmes majeurs comme la confessionnalité des écoles, le sort des institutions privées, hôpitaux, collèges, face aux entreprises d'État et à la socialisation actuelle.

Même leur politique de prudence et de non-intervention n'apparaissait pas comme une prise de position concertée. Elle laissait l'impression d'une hésitation ou d'une non-présence. Parmi les principaux évêques, quelques-uns seulement se sont exprimés à titre *personnel* sur ces questions, au hasard des circonstances qui leur étaient offertes.

Ces jugements hâtifs sont difficiles à corroborer et seul le recul du temps permettra une appréciation équitable. De toute façon, les changements récents laissent augurer une politique nouvelle, plus cohérente, un vrai progrès vers une *unité dynamique*. En tout cas, la question se pose : le corps entier de l'épiscopat du Québec - et dans certains cas celui du Canada français tout entier - sans trancher d'avance des questions que personne ne lui demande de trancher, voudra-t-il, dans les années à venir, donner au moins les principes directeurs pour la formation de la conscience des fidèles et pour la formation d'une opinion vraiment chrétienne en regard des problèmes de ce temps ? Voudra-t-il assumer pleinement le rôle *de diriger* l'Église, rôle

que s'attribuent parfois certains clercs sans mandat, pour la plus grande confusion de tous ? Ce que les évêques du Canada ont fait à propos de la contraception ou du divorce servira peut-être d'inspiration à ceux du Québec pour les problèmes qui leur sont particuliers.

Première partie.
Situation de l'Église au Canada français

IV

Images actuelles de la communauté chrétienne

[Retour à la table des matières](#)

Au plan religieux, aussi bien qu'au plan social et politique, notre évolution, si frappante soit-elle, impressionne plus par sa profondeur, son envergure, la continuité de son mouvement que par des bouleversements spectaculaires. Les recours à la bombe, les excentricités commises ici et là sont le fait, jusqu'à maintenant, d'individus isolés et ne rencontrent guère la sympathie populaire. Les plus ardents séparatistes ont condamné les excès du Front de libération du Québec, de même que les plus ardents défenseurs de la laïcité ont répudié l'extrême gauche du mouvement (29, b). Nos « socialistes » n'ont rien de subversif, mis à part les radicaux du Parti socialiste du Québec qui, avec les quatre candidats communistes, ont récolté quelques centaines de voix aux dernières élections provinciales. Il n'en est pas moins vrai qu'un groupe monolithique de Canadiens français à 99% catholiques et pratiquants, pieusement rangés autour de leurs chefs spirituels, fidèles à la langue et au caractère français parce que fidèles à leur foi, s'il

existait encore presque intact il y a vingt ans, est aujourd'hui tout à fait chose du passé.

a) Pratique religieuse

Exception faite du monde des intellectuels et des artistes, où la pratique est faible, on peut dire en général que la majorité des plus de trente ans est fidèle à la foi, avec une pratique qui reste substantielle.

On a beaucoup écrit sur la vie chrétienne et la pratique religieuse au Canada français, ces derniers temps. Malheureusement, ces nombreux écrits nous renseignent assez peu. Que des voyageurs pressés, après trois semaines de séjour, nous brossent un tableau démesurément optimiste de la situation, ou au contraire, sur la foi d'« un informateur » dont il faut taire le nom, se plaisent à nous faire anticiper notre prochain trépas, tout cela souligne le manque de données certaines sur notre situation religieuse.

La catégorie la plus touchée, de l'aveu général, serait le groupe des jeunes ; c'est pourquoi la plupart des enquêtes récentes ont porté de ce côté. Sans vouloir faire un fétiche de ces sortes de sondages, surtout en des matières si délicates où un facteur émotionnel polymorphe peut faire varier sensiblement les réponses, nous devons tout de même prendre au sérieux les travaux que conduisent des personnes compétentes avec les techniques adaptées. Précisons quelque peu. Si nous nous référons, par exemple, à l'enquête menée par Mme Marthe Henripin, dont l'essentiel a paru dans *Communauté chrétienne*, no 28, (9) et à celle que faisait à peu près en même temps (1965-66) un sociologue du collège Garnier (Cf. le *Journal Garnier*, 1966) nous obtenons des données très concordantes pour les milieux de Montréal et de Québec. D'autres sondages que nous citerons plus bas aboutissent pratiquement aux mêmes résultats.

Les enquêtes nous disent clairement ce que nous soupçonnions déjà. Bien que nos églises se remplissent encore chaque dimanche, les jeunes

désertent de plus en plus. Plus de la moitié des 18-20 ans s'interrogent, remettent leur foi en question, suspendent la pratique religieuse en attendant de juger par eux-mêmes et de faire un « choix plus adulte ». De 10 à 15% prétendent avoir rejeté la foi pour toujours. Un faible pourcentage est nettement hostile.

Les motifs qu'on invoque : prestige de la science, attirance d'une vie engagée et réussie au plan des activités sociales et professionnelles, ésotérisme du Message (manque de réalisme, de prise sur l'homme d'aujourd'hui), ennui provoqué par la liturgie, même renouvelée, incertitudes apparentes de l'Église dans sa discipline et même dans sa doctrine (en moins de dix ans, des positions qui semblaient inébranlables ont été renversées), etc.

Corroborent ces données de 1966 d'autres plus récentes encore. On a livré à la presse, le 17 novembre 1967, les résultats préliminaires d'une enquête sociologique menée auprès de 849 étudiants de 15 à 21 ans, fréquentant 17 maisons d'enseignement du diocèse de Montréal. Près de 75% disent appartenir à l'Église catholique, 60% assistent régulièrement à la messe dominicale, 40% le font d'une façon tout à fait libre et autonome. Une proportion de 5.6% optent pour la révolte. Notons que les chiffres de 40% et de 5% correspondent à ce qu'avait donné l'enquête de Garnier. On voudrait être mieux renseigné sur les 26% qui se disent indifférents ou ne pas adhérer à l'Église catholique. Sont-ils tous eux-mêmes de famille catholique ? Appartiennent-ils à un milieu pratiquant ?

Une chose est parfaitement claire : c'est la responsabilité de l'Église québécoise dans son ensemble en face de ce problème. Ce n'est pas uniquement le renouveau de la catéchèse qui fournira la réponse. Ce n'est pas non plus le seul zèle pastoral des évêques, des prêtres, des collaborateurs religieux. Les parents eux-mêmes, si bien intentionnés soient-ils, ne suffiront pas à la tâche. Il faut un réveil de tous ceux qui se veulent chrétiens et qui désirent sauvegarder l'héritage chrétien. En somme, une prise de conscience collective et une convention communautaire dans une soumission totale à l'Évangile.

b) *Nationalisme*

Un nationalisme a succédé à un autre. Plus virulent, plus actif, avec une mystique souvent laïque, parfois même antireligieuse, il remplace la sentimentalité patriotique et religieuse qui prédominait dans la Société Saint-Jean-Baptiste d'autrefois. Cette société nationale elle-même abandonne les discours pour l'étude et aborde l'action politique.

Les éléments les plus jeunes et les plus dynamiques du nationalisme actuel se retrouvent dans le mouvement souverainiste ou indépendantiste. Le Rassemblement pour l'indépendance nationale incline vers l'indifférentisme religieux, tandis que le Mouvement de libération populaire, beaucoup plus effacé à l'heure actuelle, est ouvertement anti-religieux.

Depuis quatre ou cinq ans, on ne peut plus minimiser l'importance du mouvement souverainiste ou indépendantiste. Les événements de 1967 lui ont donné encore plus de consistance. Le cri célèbre de « Vive le Québec libre ! » n'a rien créé ; il n'a fait qu'accélérer un processus de cristallisation qui se serait poursuivi sans lui.

C'est beaucoup simplifier que de parler de séparatisme à l'occasion du « Vive le Québec libre ! » Car prendre ses affaires en mains, comme groupe ethnique, est une chose, et saccager un système politique qui nous a permis d'exister jusqu'à ce jour, même inconfortablement, en est une autre. Toutefois, de bons observateurs estiment que le mouvement d'autonomie (qu'il soit souverainiste, indépendantiste ou la simple reconnaissance de privilèges beaucoup plus étendus pour le Québec) est maintenant irréversible. On peut constater en tout cas que chaque raidissement du groupe anglo-canadien est enregistré ici comme un bon point en faveur de la cause autonomiste.

En pareille hypothèse, l'Église aurait évidemment à reconquérir sa place dans cette société politique nouvelle qui s'ébauche. Elle ne pourrait plus simplement compter sur un groupe d'adhérents, catholiques

parce que Canadiens français. Elle retrouverait, bien sûr, un nombre imposant de fidèles lucides qui n'ont jamais confondu leur foi avec leurs habitudes sociales ou avec ce mélange politico-religieux dont plusieurs se sont enivrés trop longtemps ; mais la nation canadienne-française comme telle, il lui faudra la réévangéliser.

c) Anticléricalisme

Le phénomène n'est pas nouveau. Ce qui est nouveau, c'est que ce ne soit plus le fait de petits groupes agressifs, voués à l'isolement et à l'échec de par leurs excès mêmes et de par la fidélité du peuple à ses chefs. Nous sommes aujourd'hui en présence de larges nappes d'un anticléricalisme poli, froid, sûr de lui et comptant sur une vague complicité dans la population. Anticléricalisme qui ne coïncide que partiellement avec l'éloignement de la religion puisque bien des croyants sincères en sont touchés. Cet anticléricalisme se développe face au pouvoir trop visible de l'Église : il s'en prend surtout à l'accumulation des biens, au prestige, à l'influence du clergé et des religieux, au long exercice d'une autorité bien paternelle mais bien lourde de l'épiscopat. L'étroitesse cléricale d'il y a quinze ou vingt ans ne pouvait que l'exacerber ; mais ajoutons que la souplesse et la bonne volonté des chefs spirituels présents l'ont passablement désamorcé, même si les propos inconsiderés de quelques clercs en mal de libéralisation continuent parfois de l'alimenter d'une autre manière.

N'importe qui peut mettre le doigt sur les déficiences humaines de l'Église, les souligner jusqu'à la caricature, entretenir une atmosphère de doute et de méfiance à son égard. Servir à des groupes non préparés ce qu'on n'a pas mûri suffisamment soi-même, et souvent ce qu'on n'a pas la compétence pour aborder soi-même, n'aide pas l'Église québécoise à se rajeunir dans la vérité. Certains hommes d'Église ne trouveront-ils pas mieux à faire pour un *aggiornamento* efficace que d'adopter une pareille méthode ?

Tout compte fait, il est quand même surprenant que nourri comme il l'a été, de toutes parts, l'anticléricalisme ne manifeste pas plus de virulence aujourd'hui. Ne serait-ce pas parce qu'il a dépassé les objectifs de ceux qui l'ont alimenté pour aboutir tout de suite au scepticisme et à l'indifférentisme religieux ?

d) *Émancipation*

Indépendamment de toute forme d'anticléricalisme, les fidèles les mieux disposés se sentent beaucoup plus libres à l'égard de leurs pasteurs. Ils se veulent libres de penser seuls, de s'exprimer, de prendre leurs initiatives dans l'action. Tout cela n'est qu'un signe de santé.

Cependant, les meilleurs eux-mêmes peuvent avoir leurs petits accès de fièvre. On se permettra de discuter maladroitement de l'Église, de critiquer sa discipline, ses directives. Admettons qu'il est difficile aux laïcs de se situer correctement dans un contexte religieux quand certains clercs se sont permis de débiter n'importe quoi dans leurs écrits ou à la télévision.

On n'y gagne pas toujours à s'attarder aux observations de visiteurs pressés qui nous viennent de l'étranger, mais il arrive que ceux-ci touchent juste et qu'ils ont parfois le courage de dire ce que nul n'ose plus exprimer ici, par crainte de passer pour retardataire. L'un d'entre eux qui a consacré trois articles au Québec conclut ainsi son reportage : « Déjà bien des gens s'interrogent sur les vérités du christianisme qu'on leur a apprises, devant cette *remise en question désordonnée par certains clercs et responsables laïcs*. Dans un milieu profondément chrétien... il ne faut pas *gâcher comme à plaisir* les possibilités d'épanouissement futur du christianisme » (40).

On peut se demander pourquoi, en pareil cas, la hiérarchie se contente d'un silence prudent alors qu'elle s'est autrefois montrée capable d'interventions et de rebuffades publiques même envers de braves chrétiens, peut-être insuffisamment éclairés, mais qui du moins

avaient le courage de s'engager selon leurs convictions. La réponse est sans doute qu'au point où nous en sommes, si l'Église ne faisait preuve de la plus grande modération dans ses interventions, elle risquerait de n'être plus entendue et de gaspiller vainement ce qui lui reste d'autorité morale. C'est probablement en raison de cette attitude nouvelle de l'Église et de ses efforts de conciliation, notamment dans le domaine de l'éducation, qu'on a pu noter un apaisement de la critique depuis quelques années.

e) Foi

Avec tous les courants d'idées qui circulent et les tendances qui s'affrontent, comment éviter un certain décantage de la foi ? C'est dans tous nos milieux que la foi est affrontée à des situations inédites, des inquiétudes nouvelles, des problèmes d'approfondissement et de réajustement. Qu'est-ce qui revient à la foi et à l'habitude ? à la pratique authentique de l'Église et à l'accoutumance ? L'adhésion de foi est moins simple, moins universelle aussi, mais plus profonde, plus personnelle quand elle est donnée. On peut compter pour demain sur une élite de chrétiens sérieux. Est-ce assez pour dédommager l'Église canadienne de tant de désertions ? pour contrebalancer le nombre considérable d'indécis ou d'indifférents ?

Un point inquiétant : le recrutement sacerdotal et religieux s'annonce extrêmement faible. Les jeunes « de qualité » ne manquent pas, malgré les difficultés de toutes sortes propres à notre temps, mais même les plus éveillés au spirituel ne semblent pas toujours faire la jonction entre l'engagement chrétien et le don plénier de soi au service de la foi.

Il faut cependant ajouter deux observations. Alors que la quantité est à la baisse dans le recrutement, la qualité, elle, est à la hausse. Si nous songeons de plus que ceux qui émergent aujourd'hui du monde nouveau sont appelés à parachever le renouvellement de l'Église et la présentation du Message, nous sommes réconfortés à la pensée qu'ils

seront beaucoup mieux outillés que leurs devanciers pour opérer la synthèse d'un monde vécu de l'intérieur et d'une foi plus lucidement perçue et plus vraiment conquise.

f) *Maturité*

L'acceptation de positions différentes des siennes conduit à la maturité. Clercs et laïcs, croyants et incroyants, sont de plus en plus capables de communiquer entre eux et d'échanger sereinement leurs vues. La charge émotive qui accompagne d'ordinaire les positions menacées cède la place à l'objectivité des situations définies. D'un côté comme de l'autre, on s'accepte avec ses particularités.

g) *Morale*

L'affaiblissement actuel de la foi emporte avec lui une débilitation du sens moral. Le déclin est évident, massif, incontesté. La franchise, la loyauté, l'intégrité, l'honnêteté dans les affaires, le respect des personnes et des biens, la fidélité conjugale, le souci de propreté morale et de dignité humaine étaient autrefois commandés bien plus par une religion vivante que par des impératifs conventionnels. L'appui religieux disparu, il ne reste plus souvent que cette convention sociale qu'on incline à réviser sans cesse pour en diminuer les exigences. Même des lois raisonnables, en un milieu pluraliste comme le nôtre où l'on ne peut imposer à tous son credo avec le comportement moral qui en résulte, sont interprétées et voulues par plusieurs comme un laissez-passer à de nouvelles formes de dégradation. En plus de se distinguer par un indice élevé de pauvreté, de tuberculose, d'incendies et d'accidents de la route, le Québec atteint un taux élevé dans la statistique criminelle : meurtres, vols spectaculaires, faillites frauduleuses, parjures, délits sexuels de toutes sortes. La natalité fléchit notablement.

Le Québec est déjà au 7^e rang parmi les provinces, avec la perspective de descendre bientôt au-dessous de la moyenne nationale.

Alors que la disproportion s'accroît sans cesse entre les effectifs canadiens-français et la masse anglo-saxonne qui nous entoure, on intensifie la propagande en faveur de l'autodétermination. Nous voulons bien prendre tout cela au sérieux à condition qu'on nous y aide, en manifestant surtout qu'on se préoccupe d'abord d'un redressement moral. Un degré avancé de scolarisation et de socialisation, la mise à l'écart des Anglo-Saxons, ne seront sûrement pas des solutions suffisantes par elles-mêmes.

Nous ne lions pas le problème de la foi à la santé morale du peuple canadien-français, mais la question s'impose d'elle-même à notre esprit : ne sommes-nous pas en train de payer le prix d'un grave dépérissement spirituel ?

h) Réactions au spirituel

Ici, nous nous trouvons en face de tendances pratiquement contradictoires. D'un côté, une mentalité positiviste : on accorde de moins en moins d'attention aux « principes », à ce qui est métaphysique, théologie, morale spéculative, pour s'adonner au culte des chiffres, des données concrètes de l'expérience, de la science, de ce qui s'ajuste à nos mesures humaines. On croit aux faits ; et on veut que les questions soient posées par eux et résolues par eux. C'est ainsi qu'on cherche dans les faits sociaux la réponse aux besoins de la société ; on ne supporte plus que les tenants d'une philosophie ou d'une religion se fassent directeurs des consciences. On consentira à un dirigisme d'État appuyé sur les principes premiers des réalités sociologiques, mais on répugnera à toute autre forme de dirigisme.

Ce qui n'a de justification que spirituelle apparaît absurde. Rien d'étonnant alors qu'on éprouve un malaise en face de la Révélation et des mystères chrétiens. Une génération de plus en plus insensibilisée

aux réalités purement spirituelles assimilé aux mythes et à la mystique bien des valeurs morales, qui se perçoivent mieux qu'elles ne se définissent, comme le respect, la pudeur, la conscience de l'obligation, le sens de la fidélité.

À côté de la mentalité positiviste, on découvre des aspirations spirituelles qui ne sont pas nécessairement des aspirations religieuses. Besoin de la culture, de l'art, vogue de certains courants de pensée, goûts pour une anthropologie spiritualiste. On dirait des retombées après l'effritement de certaines valeurs religieuses. Effritement attribuable, en partie, à ces valeurs religieuses elles-mêmes, pour avoir divorcé d'avec la vie et s'être enfermées dans une sorte d'en-soi. La conscience tout court est à la baisse. Si le spirituel subit une certaine éclipse, par contre des éléments de renouveau se dessinent.

Première partie.
Situation de l'Église au Canada français

V

Renouveau

[Retour à la table des matières](#)

En dépit des déficiences et des retards signalés, des ferments de renouveau étaient à l'oeuvre déjà plusieurs années avant le Concile.

a) Action catholique

L'Action catholique canadienne a été fondée au moment où l'Église du Québec n'était guère remise en question et ne s'interrogeait pas trop elle-même. Les premières démarches furent donc influencées par le climat de pastorale traditionnelle axée sur le salut individuel, la soumission, la préservation des masses pratiquantes.

Entre-temps, des laïcs apprenaient à s'intéresser d'une façon toute personnelle à la religion et à en parler. Ils découvraient l'Évangile, le Corps mystique, le mystère de l'Église, l'engagement personnel. Ils se sentaient responsables de la vitalité spirituelle du milieu, souhai-

taient prendre leurs initiatives, s'introduire dans le monde fermé de la pastorale.

Par la force des choses, en dépit de certaines méfiances ou protestations, la mentalité peu à peu changea. Les résultats positifs ne tardèrent pas à apparaître au bilan et ils formaient, après quelques années, un fort respectable actif de réalisations, parmi lesquelles, déjà pressenties et amorcées, bon nombre d'initiatives que le Concile devait plus tard mettre à l'honneur, v.g. le retour à la Bible, le renouveau liturgique, le sens de la communauté ecclésiale. « L'A.C. a entraîné une évolution très profonde dans les méthodes d'éducation de la foi » (47). Par un appel à la responsabilité personnelle, à l'expérience, aux méthodes inductives, au sens vécu de la charité, à l'esprit communautaire, et grâce à une pensée mûrie en équipe, l'Action catholique a fait prendre une conscience plus vive du dynamisme chrétien, de la dignité des personnes, de la participation de tous au souffle de l'Esprit ; elle a fait naître des habitudes de dialogue, développé des attitudes adultes vis-à-vis des pasteurs.

L'Action catholique a passé, au cours de son existence, par plus d'une période de lassitude, de récession ; elle a connu maints déboires, généralement par suite de nouvelles formes d'engagement, v.g. en milieu ouvrier, ou de prises de positions discutées, v.g. dans la presse étudiante, etc. Depuis quelque temps, elle subit une crise majeure dont elle n'a pas encore émergé. Les causes ? On a parlé de difficultés financières, de tensions entre secrétariats nationaux et organismes diocésains, mais le malaise semble plus profond. Les efforts de la commission épiscopale, l'intervention d'un médiateur, la formation d'un comité provisoire d'enquête n'ont encore rien donné. D'autre part, des lettres ouvertes aux journaux, écrites par des militants ou d'anciens militants, donnent à croire qu'on réclame une telle mesure d'autonomie, dans les rapports avec la hiérarchie, que le principe même de l'Action catholique semblerait remis en question. On estime que pour redevenir florissante, l'Action catholique devra se transformer elle-même profondément et instaurer une collaboration harmonieuse dépassant toutes formes d'autoritarisme ou de revendication. Trouvera-

t-on une formule de coopération ? ou faudra-t-il reprendre l'apostolat laïque sur une nouvelle base et le structurer autrement ? Ce n'est pas l'avenir immédiat qui fournira la réponse décisive.

L'Action catholique n'a cependant pas perdu tout dynamisme et les efforts de rénovation de ces dernières années servent toujours d'inspiration. Plusieurs projets étaient en cours de réalisation concernant la pastorale scolaire, la pastorale familiale, la pastorale d'ensemble. Le Mouvement des travailleurs chrétiens (anciennement Ligue des ouvriers chrétiens) s'orientait résolument vers l'engagement temporel, en soulignant la responsabilité propre du laïcat et l'autonomie du monde profane. La Jeunesse étudiante catholique, qui avait assumé une grande part d'initiative dans l'organisation du syndicalisme étudiant, proposait une formation politique et sa propre formule d'engagement dans les affaires de la nation.

L'Action catholique générale, moins impliquée dans les difficultés présentes, s'occupe toujours de renouveler ses structures afin de se faire plus accueillante à toutes les formes de l'apostolat laïque. On veut tenir compte davantage des aspirations des divers milieux et s'y insérer plutôt que de les doubler avec une formule spécifiquement catholique. Ce que Montréal se propose va dans le sens des aspirations de plusieurs organismes diocésains. « Nous projetons de créer un centre de recherche et d'animation dont le rôle sera non pas de se substituer aux organismes existants, mais de les servir et d'exercer une action supplémentaire. Ce centre... conduira à la connaissance plus nette des voies nouvelles dans lesquelles l'Action catholique et, d'une manière plus générale, le laïcat, doivent s'engager. Ce centre suscitera des rencontres entre personnes, membres ou non de l'Action catholique, dans l'espoir que les échanges ainsi rendus possibles fassent découvrir de nouveaux styles de présence chrétienne dans la Cité temporelle. Nous pourrions aussi... rejoindre des personnes qui ne peuvent ou qui ne veulent pas prendre un engagement à l'intérieur d'un mouvement d'apostolat organisé, mais qui, par ailleurs, sont capables d'une collaboration occasionnelle » (31).

b) Pastorale, liturgie, catéchèse

En pastorale, il semble bien que ce sont surtout quelques militants laïcs plus lucides, plus influents, qui ont donné l'éveil (1). Des évêques, celui de Saint-Jean, Qué., en particulier, furent tout de suite sensibilisés au problème. Des équipes de travailleurs se formèrent. Les Pères Dominicains de Montréal, avec la coopération assidue d'un de leurs confrères français, le P. Liégé, ouvrirent une école de pastorale dont on prolongea l'influence par la fondation d'une excellente revue. Dans leur maison de Montmorency, les Dominicains de Québec tenaient déjà des sessions intensives.

La pastorale en notre milieu paraît avoir deux pôles d'attraction la paroisse et la pastorale d'ensemble, autour desquels gravitent ses principaux problèmes.

Paroisse. - La transformation rapide de la paroisse, autrefois communauté chrétienne de base, retient depuis longtemps l'attention des experts. On constate un phénomène de régionalisation dans les secteurs de l'économie, de l'éducation, des loisirs qui tend à se généraliser, diminuant en proportion l'intérêt pour la communauté locale. À la suite de ces transformations, et d'autres facteurs comme la mobilité de, la population, la facilité des migrations intérieures, la démesure ou le manque d'homogénéité des communautés paroissiales, la paroisse est réduite à n'être qu'un groupement de plus en plus artificiel. Les solutions à ce grave problème s'esquissent péniblement ; elles sont loin de s'imposer comme évidentes ou réalisables au plan pratique, notamment ce regroupement par secteurs élargis à l'image des centres d'intérêt économique, culturel (7, c). Au-delà de ces formules plus ou moins empiriques ou commandées par la dépendance du contexte social, c'est une véritable conversion de la paroisse qu'on vise, une ouverture vraie à l'Église locale qu'est le diocèse (7, d). Combien de

temps faudra-t-il pour que les mesures proposées soient généralisées et qu'on dépasse la formule pour rejoindre l'esprit ?

Pastorale d'ensemble. - Dans plusieurs diocèses, on a établi des régions, des zones, qui constituent comme des sous-divisions de l'unité diocésaine et qui doivent permettre un travail en profondeur, au plan local, en même temps qu'une ouverture aux préoccupations pastorales de toute l'Église diocésaine. Cette redistribution des paroisses s'est faite, en plusieurs endroits, en relation avec une « grande mission » destinée à couvrir le diocèse entier en quelques années. Là où on n'a pas organisé cette « grande mission », on a établi du moins des offices de pastorale. Disons que c'est une mise en branle, un commencement de réalisation. Il reste beaucoup à faire pour franchir le stade de la bonne volonté et accéder à l'intelligence d'une pastorale renouvelée, tout particulièrement chez les prêtres de paroisse vieillissants dans le ministère. Il faudrait surtout faire participer bien plus qu'on ne le fait, les laïcs, les religieux et religieuses, à l'entreprise commune de renouveau.

Dans presque tous les diocèses également, on cherche à coordonner des « oeuvres » qui se développaient jusqu'ici sans se soucier de l'ensemble. On cherche non seulement une coordination sur le plan administratif, mais une intégration dans une préoccupation missionnaire beaucoup plus organique.

Liturgie. - Depuis la création des offices liturgiques diocésains, les camps et sessions liturgiques organisés autrefois par l'Action catholique, sont passés sous la juridiction de ces offices diocésains.

On ne comptait, avant le Concile, que quelques spécialistes en la matière ; presque personne au plan de la recherche. Tout était orienté vers la formation liturgique avec une excellente revue créée en 1956 (*Vie et Liturgie*). Depuis, on a quelques spécialistes de plus ; surtout plusieurs jeunes sont maintenant en train de se former.

La masse des prêtres et des fidèles a répondu avec empressement aux vœux du Concile, mais on a jusqu'à maintenant dépensé le meilleur des énergies en rénovations extérieures (mobilier, ornements liturgiques, etc.) sans qu'on soit entré suffisamment dans l'esprit de la réforme. Il faut faire une heureuse exception pour les communautés religieuses féminines ; ce qui donne espoir aux liturgistes qu'en utilisant davantage laïcs et religieux dans la pastorale d'ensemble on parviendrait plus vite aux bons résultats.

Catéchèse. - L'effort de renouveau précède le Concile de plusieurs années. On le doit à l'initiative de certaines communautés enseignantes qui, dans leur tâche quotidienne, en éprouvaient davantage le besoin et de quelques prêtres plus spécialement soucieux de la formation religieuse des jeunes. Les évêques, depuis longtemps alertés sur la nécessité d'un rajeunissement de l'enseignement catéchétique, ne tardèrent pas à reconnaître ces initiatives et à les dépasser. On constitua des commissions d'étude, des centres de formation, des équipes de rédaction chargées de préparer les textes nouveaux. Plus récemment, on a créé des offices de catéchèse dans les principaux diocèses.

Il existe maintenant pour le Canada français trois florissants instituts de catéchèse : Québec, Montréal, Ottawa. De plus, en de très nombreux centres français, dans l'Ouest comme dans les Maritimes, on tient des sessions estivales de formation pour les enseignants ; sessions auxquelles participent des milliers de laïcs et de religieux.

Le bilan est largement positif, même si le mouvement n'a pas fini de dépouiller les imperfections de l'adolescence et si le recrutement de maîtres non seulement compétents mais sérieux et engagés, reste difficile. Le mouvement devra en outre éviter une certaine vogue de démythisation où l'intelligence de la foi n'est pas toujours bien servie au long de la transmission du Message.

Le renouveau de la catéchèse de l'enfance est fort bien lancé, avec des textes de premier ordre que l'on a partout couverts d'éloges. On travaille maintenant à doter les étapes suivantes d'instruments de

travail d'aussi bonne qualité. En plus de se préoccuper de rédiger des textes, on a ouvert de nouveaux champs d'action à une culture religieuse poursuivie ou renouvelée ; c'est ainsi que la catéchèse des adultes commence à prendre de l'envergure et que la catéchèse des religieux a vu le jour. Et d'autres formes de culture religieuse sont au stade de la recherche.

c) Essor missionnaire

Sur les 5,000 missionnaires canadiens qui travaillent dans les missions étrangères, la grande majorité appartient au groupe canadien-français. À noter que l'activité missionnaire des Canadiens est indépendante de toute forme de colonisation, notre pays n'ayant jamais possédé de colonies. Quant à la générosité de l'aide financière aux oeuvres missionnaires, le Canada prend rang immédiatement après les États-Unis.

Au plan diocésain et sous la responsabilité immédiate des évêques, l'effort a spécialement porté sur la réévangélisation de l'Amérique latine. Plus de la moitié des diocèses de langue française y participent, avec des effectifs représentant une partie notable des 2,000 missionnaires canadiens qui travaillent présentement en ces contrées. Quatre diocèses ont assumé conjointement la fondation et la direction d'un grand séminaire au Honduras.

Depuis le début du siècle, le Canada français a donné naissance à plusieurs sociétés missionnaires ; une de prêtres, trois de religieuses, qui continuent à prospérer malgré la pénurie actuelle des vocations.

Les oeuvres missionnaires se groupent, sur le plan national (section française), autour de l'Oeuvre pontificale de la Propagation de la foi, l'Union missionnaire du clergé, le Service missionnaire des jeunes, qui a de nombreuses activités et une revue dynamique. Depuis une dizaine d'années, un Centre d'études missionnaires, établi à Montréal sous la direction d'un jésuite, a préparé des centaines de futurs missionnaires.

res, dont un grand nombre de laïques. Il offre des cours de missiologie sur place et en plusieurs institutions de la province, un service de bibliothèque, un centre d'information, etc. On étudie présentement un élargissement de sa formule et une extension de son rayonnement.

*d) Attitude d'ouverture
dans l'Église canadienne-française*

Notons un changement d'attitude très important soit à l'intérieur de la communauté des fidèles, soit à l'extérieur, envers les non-catholiques.

À l'intérieur. - Il y a moins de dogmatisme dans l'attitude des catholiques, plus de souplesse, plus de réalisme, moins de méfiance à l'égard de leurs interlocuteurs. L'Église est plus positive, plus audacieuse dans ses visées apostoliques, moins moralisante ou sur la défensive comme à l'époque des campagnes pour la modestie ou la tempérance. Les pasteurs ont appris non seulement à écouter mais à consulter leurs fidèles.

À l'extérieur. - On s'est réconcilié avec une réalité de plus en plus évidente : être Canadien français n'est plus synonyme de catholique romain. On tolère l'existence des sectes et des groupes dissidents. Les Témoins de Jéhovah ne sont plus brimés ; on consent à dialoguer avec les agnostiques.

On accepte avec sérénité la déconfessionnalisation de multiples organismes d'assistance, de bien-être, de coopération, etc. On se rallie de plus en plus à des organismes interconfessionnels comme la fédération unique des oeuvres de charité pour catholiques, protestants et juifs ; on accepte des organismes non confessionnels, tout en respectant les différentes allégeances, par exemple, une seule association

hospitalière regroupant les deux associations catholique et protestante.

Au plan des idées, le dialogue non confessionnel sur des questions politiques, sociales, nationales est devenu chose courante.

e) Oecuménisme

Les rencontres entre représentants de différentes confessions remontent à plusieurs années avant le Concile. Elles furent d'abord organisées dans le prolongement de *l'Inquiry Forum* de Montréal. Pasteurs et théologiens de différentes dénominations y discutaient avec des catholiques sur des thèmes d'intérêt commun. D'autres formations ont suivi dans le but de pousser plus loin la recherche au plan doctrinal ; c'est ainsi qu'un noyau de théologiens catholiques et protestants se rencontrent maintenant au niveau universitaire.

L'Exposition universelle de 1967 a donné occasion à une manifestation originale de solidarité. Sept Églises chrétiennes, regroupant à elles seules 95% des chrétiens au Canada, résolurent d'être présentes sur la « Terre des hommes ». Même si l'on a trouvé que le pavillon chrétien constituait une présence trop discrète du Christ au milieu des manifestations multiples du génie humain, la signification de ce geste concret d'unité n'a pu échapper à personne.

Tout le monde sait que la pensée de l'union hante les principales communions protestantes du Canada depuis 1885 au moins et qu'une union organique de trois d'entre elles (moins un certain nombre de communautés dissidentes) a réussi à se former dès 1925. Si le mouvement a ralenti par la suite, il a repris son élan avec le courant oecuménique venu d'Europe et Vatican II l'a encore stimulé. Tandis que les tractations se poursuivent entre l'Église unie et l'Église anglicane du Canada, l'espoir grandit de voir le dialogue entamé avec l'Église catholique romaine conduire un jour jusqu'à une véritable communion dans la foi.

De son côté, l'épiscopat a établi un secrétariat national et des centres diocésains d'oecuménisme. Le secrétariat a recours aux conférences publiques, aux cours de formation, à la radio, à la télévision. En plus de nombreux communiqués envoyés à la presse, il publie son propre bulletin. Parallèlement, le bulletin de l'Église unie du Canada se montre de plus en plus ouvert et accueillant à toute pensée chrétienne mais spécialement à l'oecuménisme catholique.

Pour la première fois, le secrétariat a organisé en 1966 ce qu'il a appelé une consultation nationale. La rencontre avait pour but de consolider les positions acquises et d'élargir le champ des activités. La consultation de 1967 vient de franchir une étape importante. Non seulement on y a réuni les effectifs catholiques du Canada anglais en même temps que ceux du Canada français, mais on y groupait encore, et en nombre supérieur, des représentants de dix autres confessions chrétiennes. Le comité qu'on y fonda sera comme la réplique, pour le Canada, du groupe mixte de travail établi à Genève en 1965 entre le Conseil oecuménique des Églises et l'Église catholique. Ce comité aura pour tâche d'examiner les programmes d'action, de témoignages, de gestes culturels qu'on pourrait exercer en commun, l'utilisation éventuelle des mêmes lieux de culte, les possibilités d'activités missionnaires concertées. Cependant, on mettra l'accent sur les études théologiques et la formation des futurs ministres du culte. Comme en plusieurs autres pays, l'oecuménisme au Canada fait naître les plus beaux espoirs.

Première partie.
Situation de l'Église au Canada français

Conclusion

[Retour à la table des matières](#)

Le Québec est comme un carrefour vers lequel tous les courants semblent se donner rendez-vous : mouvement général de scolarisation et de développement de la culture, désir de libération économique et politique, fièvre de productivité et d'élévation des niveaux de vie, crise de majorité et d'affirmation de soi sur tous les plans, méfiance du spirituel et du révélé au profit de la « science » et des nouveaux mythes, et donc impatience à l'égard de tout magistère, etc. Ces divers courants, dans leur ampleur actuelle, nous ont atteints simultanément et se sont conjugués pour créer le malaise que nous vivons.

Une crise donne toujours l'impression d'éclater à l'improviste, puisqu'on ne peut normalement l'identifier, même si elle couve depuis longtemps, qu'à l'heure où elle a acquis assez de puissance pour devenir menaçante. Celle du Québec nous a particulièrement pris au dépourvu. Nous ne nous rendions pas compte que notre sérénité séculaire reposait en grande partie sur des habitudes et des apparences. Tout contenu n'était pas évacué, il s'en faut de beaucoup, mais il ne répondait plus à la vie ; nos illusions masquaient notre impréparation collective face au monde moderne.

Impréparation intellectuelle d'une communauté repliée sur elle-même et satisfaite à trop bon compte. Les plus « instruits » recevaient une formation générale où la culture du sentiment et la rhétorique l'emportaient sur les connaissances exactes et qu'on appliquait sans grand changement de génération en génération. On voit mieux ces faits aujourd'hui : l'impréparation sociale d'un peuple docile et complexe, verbalisation de ses malaises sociaux, agitations nationalistes périodiques pendant que d'autres édifiaient l'économie du pays, l'impréparation religieuse et doctrinale, suite logique du manque de formation intellectuelle. Pendant longtemps, on a pris les sentiers battus pour la meilleure garantie de fidélité, d'orthodoxie. Ajoutons l'impréparation et le manque de formation aux responsabilités, attribuable à un double jeu de défiance de soi et de méfiance mutuelle. Au fond il y avait l'impréparation de véritables élites. Ce que nous avons appelé nos élites se limitait trop souvent à certaines professions ou catégories sociales. Les élites de la technique, du monde économique et ouvrier, de l'intelligence et de l'action, de la recherche et de la vie de l'esprit, on n'y a pas même songé. On s'est préoccupé, c'est vrai, de former des militants d'Action catholique et des hommes de rayonnement dans la vie chrétienne ; mais on ne s'est pas suffisamment soucié de leur formation humaine, de leur compétence technique et professionnelle, de leur emprise sur le monde, pour leur permettre d'exercer une action profonde et durable.

En pareille conjoncture, deux aboutissements étaient possibles le réveil brutal ou la dégénérescence. C'est le réveil qui s'est produit. La crise, perçue brusquement dans toute son acuité, a donné le signal. Dans le monde profane d'abord, dans le monde religieux ensuite, on s'est mis sérieusement à l'oeuvre. Enquêtes et réformes se sont succédées. Parmi les principales, il faut signaler la réforme radicale de notre système d'éducation. Refonte au niveau scolaire, recyclage, éducation permanente ont rencontré l'adhésion de la population. Beaucoup se prévalent des facilités qui leur sont maintenant fournies et s'appliquent à combler les retards. Les quelques échecs et tâtonnements sont minimes comparés à l'ensemble des résultats obtenus, surtout à

l'importance du mouvement ainsi lancé et qui promet encore plus qu'il n'a donné.

L'éveil des masses à la culture populaire ne s'arrête pas aux connaissances profanes. Un grand nombre manifestent le souci de parfaire leurs connaissances religieuses afin de mieux étayer leur foi et la vivre plus authentiquement. Ce sont les animateurs et les responsables de formation qui ne suffisent plus à la demande. Mais là aussi, on n'épargne aucun effort pour accroître les effectifs.

Parmi les meilleures raisons que nous avons d'espérer, vient en tête le sens critique dont la société québécoise a su faire preuve. Phénomène nouveau pour nous. Nous connaissions bien la critique défaitiste et déprimante, mais le vrai sens critique c'est-à-dire la capacité de s'administrer toute la vérité pour rallier ses énergies en vue des réformes à entreprendre, n'était guère à l'honneur parmi nous. Ces dernières années nous ont montré que nous étions capables d'auto-critique constructive. L'Église en a donné les plus beaux exemples. Par Église, il faut comprendre ici la grande partie du peuple fidèle, mais surtout nos chefs spirituels dont l'intelligente objectivité, le courage, l'humilité, la souplesse nous ont permis d'évoluer avec le minimum de risque, de pertes et de heurts. S'ils trouvent des collaborateurs de leur trempe, clercs et laïcs, en nombre suffisant, l'avenir de l'Église au Canada français ne sera pas aussi sombre que certains se plaisent à le prédire. Une relève de qualité s'annonce déjà parmi les meilleurs éléments de la jeune génération. Sera-t-elle assez fournie ? Là est la question. Sa lucidité, son aptitude à comprendre le monde nouveau, sa capacité d'engagement justifient tous les espoirs.

Qui peut prévoir et prédire si dans vingt ans nous ne serons plus qu'un « petit reste » ou de nouveau une communauté florissante ? Notre devoir présent, un des jalons de l'avenir, est de prendre conscience de la situation avec lucidité, d'assumer nos responsabilités dans l'Église et de garder assez de vigueur dans la foi pour défier tous les déterminismes.

Première partie.
Situation de l'Église au Canada français

Bibliographie

Numéros spéciaux de revues

[Retour à la table des matières](#)

1. *Esprit*. Août-septembre 1952. « Le Canada français ».
 - a. Gérard Pelletier : « D'un prolétariat spirituel », p. 190-200.
 - b. Maurice Blain : « Sur la liberté de l'esprit », p. 201-213.
 - c. Jean-C. Falardeau : « Rôle et importance de l'Église au Canada français », p. 214-229.

2. *Chronique Sociale de France*. 15 sept. 1957. « Le Canada français entre le passé et l'avenir ».
 - a. Claude Ryan : « L'Église catholique et l'évolution spirituelle du Canada français », p. 443-457.
 - b. Gérard Lemieux : « Note sur le mouvement social catholique », p. 459-474.

3. *University of Toronto Quarterly*. April 1958, vol. XXVII, no 3
« Quebec today », p. 307-342.
4. *Recherches et débats du centre des intellectuels français*. Mars 1961. Paris, Fayard, numéro 34.
 - a. Louis O'Neill : « Vie de l'Église au Canada français », p. 89-97.
 - b. Fernand Dumont et Guy Rocher : « [Introduction à une sociologie du Canada français](#) », p. 13-38.
 - c. André Latreille : « Liminaire ».
5. *Mount Allison 1961 Summer Institute*. « French Canada today ».
 - a. Claude Ryan : « The Church and the new look in Quebec », p. 50-59.
 - b. Arthur Tremblay : « Trends in education I », p. 60-69.
 - c. Léon Dion : « Varieties of nationalism II, Trends in Quebec », p. 89-99.
6. *Informations Catholiques Internationales*, 15 juin 1962, no 170.
Dossiers de la quinzaine. « Le réveil du Québec », p. 15-27.
7. *Communauté Chrétienne*. Nov.-déc. 1965, no 24. (Numéro sur la paroisse)
 - a. Gilles Bélanger : « Visages nouveaux de la paroisse », p. 479-480.
 - b. Jean-Charles Falardeau : « Les paroisses dans nos villes aujourd'hui et demain », p. 481-489.
 - c. Jean-Paul Montmigny : « Repenser la pastorale des milieux ruraux », p. 490.

- d. André Liégé : « La paroisse invitée à la pastorale d'ensemble », p. 500-514.
 - e. Jacques Leclerc : « L'évolution récente de la pastorale dans le diocèse de Montréal », p. 570-572.
8. *Relations*. Février 1966. « L'Église au Québec ».
- a. Mgr Paul-Émile Charbonneau : « Le renouveau pastoral ».
 - b. Maurice Matte : « Quand les curés s'interrogent ».
 - c. Claude Ryan : « Les laïcs et l'évolution de l'Église au Québec ».
 - d. Louis-André Gignac : « La réforme liturgique au Québec ».
9. *Communauté chrétienne*. Juillet-août 1966, no 28. « Où va la catéchèse des jeunes ? ». I Recherches.
- a. Marthe Henripin : « Qui sont-ils ? », p. 257-284.
 - b. Norman Ryan : « Problèmes de la catéchèse au cours secondaire public », p. 294-302.
 - c. Jean Francoeur : « Les communautés religieuses dans la nouvelle société québécoise », p. 327-330.

Ouvrages collectifs

10. *Les Chrétiens et la culture*. Action catholique canadienne, 1959.
- a. Claude Ryan : « Évolution sociale et vie de l'esprit au Canada français » (ch. quatrième), p. 55-80.
11. *La dualité canadienne*. 1960. Université de Toronto et Université Laval (Mason Wade).

- a. Jean-Charles Falardeau : « Les Canadiens français et leur idéologie », p. 20-38.
- 12. *L'Église et le Québec*. Éditions du Jour, 1961 (Conférences de l'I.C.A.P., 1961).
 - a. Gilles-M. Bélanger, o.p. : « L'Église et les organismes socio-économiques », p. 131-140.
 - b. Bertrand Rioux : « Comment doivent évoluer les rapports de l'Église et de l'État dans le Québec », p. 101-116.
 - c. (Appendice III) : « Clercs et laïcs : de la tolérance et de l'éducation ».
- 13. *Structures sociales du Canada français* (Société Royale du Canada, section I). Université de Toronto - Université Laval, 1966.
Maurice Lebel : « Les cadres religieux », p. 14-28.

Reportages

- 14. Claude Julien : « Le Canada dernière chance de l'Europe ». (Bernard Grasset, Paris, 1965.)
- 15. Miriam Chapin « Quebec now ». (Ryerson Press, Toronto, 1955.)
Miriam Chapin « Contemporary Canada ». (New York, Oxford Univ. Press, 1959.)
- 16. Jean Toulat « Le Canada, Terre de France ». (Guy Victor, Paris, 1960.)
Jean Toulat « Canada, terre promise ». (Fayard, 1967.)
- 17. Michel Bernard : « Le Québec change de visage ». (Plon, Paris, 1964.)

18. Jean Cathelin et Gabrielle Gray : « Révolution au Canada ». (Les Presses du Mail, Paris, 1963.)
19. Hugh Bingham : « The Quebec Revolution ». (Harvest House, Montréal, 1963.)

Essais

20. Angers, Pierre, s.j. : Problèmes de culture au Canada français. (Beauchemin, Montréal, 1960.)
21. Bergeron, Gérard : [Le Canada français après deux siècles de patience](#). (Éditions du Seuil, 1967.)
22. Blanchard, Raoul : Le Canada français. (Collection « Que sais-je », P.U.F., 1964.)
23. Groulx, Lionel : Chemins de l'Avenir. (Fides, Paris-Montréal, 1964.)
24. Lambert, Bernard, o.p. : Québec nouveau, Église nouvelle. (Publication de la Fondation Saint-Thomas d'Aquin du Canada, no 1, 1965.)
25. Tillard, J.-M.-R., o.p. : Notre pastorale mise en question. (Cahiers de Communauté chrétienne, no 2, Montréal, 1964.)

Articles de revues et de journaux

26. Arès, Richard, s.j. : « Radio-Canada et le Canada français ». (*Relations*, 1961, p. 325-327.)
27. Beaulieu, Maurice et Normandeau, André : « Le rôle de la religion à travers l'histoire du Canada français ». (*Cité Libre*, nov. 1964, p. 15-24.)
28. Bédard, Roger-J. : « La révolution tranquille ». (Série d'articles commencée dans le journal de Québec *L'Action*, 17 juin 1966.)

29. Blain, Maurice :
- a. « De la fin du colonialisme spirituel ». (*Liberté*, 1960, p. 325-331.)
 - b. « Le rapport Parent. La doctrine la plus moderne de laïcité scolaire ». (*Le Devoir*, 17 mai 1966.)
30. Bobet, Jacques : « Laïcité, nationalisme, sentiment national ». (*Liberté*, 1963.)
31. Côté, Yves-Aubert : « Projet d'avenir ». (*Votre Église*, 28 avril 1967, p. 8.)
32. Dion, Gérard : « La sécularisation dans la société québécoise ». (*Perspectives sociales*, janv.-fév. 1967, p. 2-13.)
33. Dion et O'Neill : « Autour d'une querelle d'étiquette et de principes ». (*Ad usum sacerdotum*, 1959, vol. 14, no 9.)
34. Dumont, Fernand : « Interview sur le livre de Daniélou : Oraison problème politique ». (*Maintenant*, fév. 1966, p. 52-56.)
35. Falardeau, Jean-Charles : « La génération de la relève ». (*Recherches sociographiques*, 1965, p. 128-133.)
36. Garigue, Philippe : « Change and Continuity in rural French Canada ». (*Culture* 1957, p. 379-392.)
- Garigue, Philippe : « The French Canadian Family » (dans *La dualité canadienne*, p. 181-200.)
37. Godbout, Jacques : « Cité libre était au pouvoir ». (*Liberté*, 1965.)
38. Lacoste, Norbert : « Possibilités et limites dans l'étude sociologique de la religion ». (*Perspectives sociales*, mars-avril 1966, p. 32-37.)
39. Langevin, André : « Quelques réflexions sur le mouvement laïque ». (*Liberté*, 1963.)
- Leboeuf, Pierre : « Le mouvement laïque deux ans après ». (*Liberté*, 1963.)

40. Lotte, Jean : « La situation religieuse au Québec ». (*La Croix*, 8, 9, 10 août 1967.)
41. Marcotte, Gilles : « La religion dans la littérature canadienne-française ». (*Recherches sociographiques*, 1965, p. 167-176.)
42. Normandeau, André : « Une théorie économique de la révolution au Québec ». (*Cité Libre*, avril 1964, p. 9-14.)
43. Ouellet, Fernand : « La théologie a-t-elle sa place à l'Université ? ». (*Maintenant*, avril 1966, p. 140-141.)
44. *Parti-Pris* : Vol. 3, no 1 et 2, août-sept. 1965. « Manifeste 1965-66 du mouvement de libération populaire et de la revue Parti-Pris ». Vol. 4, mai 1966. « Chronique du laïcisme ».
45. Pelletier, Gérard : « La grande illusion de Parti-Pris ». (*Cité Libre*, 1964.)
46. *Québec 66* : février. « Un accord culturel France-Québec », p. 80-85. (Revue publiée par le ministère des Affaires culturelles du Québec.)
Québec 67 : octobre. « Le voyage du général de Gaulle au Québec », p. 3-104.
47. Rousseau, Félicien : « Bilan de l'apostolat laïque à l'heure du Concile ». (*Laïcat et Mission*, no 17, mars 1963.)

Bibliographie spéciale

Action catholique :

- « La crise de l'Action catholique ». *Relations*, déc. 1966.
- (Anonyme) : « Le Mouvement des Travailleurs Chrétiens, ses fondements, son orientation ». Collection M.T.C., no 1, 1966.

(Au secrétariat national du M.T.C., Montréal).

(Anonyme) : (Textes ronéotypés) :

« Plan de travail pour 1965-1966 ». (Secrétariat national de l'A.C.)

« Dossier de travail pour la rencontre 19-20 mars 1966 ». (C.C.D.)

« Rencontre des directeurs diocésains », 15-17 nov. 1965, au Cap-de-la-Madeleine. (A.C.C.)

Liturgie :

- (Texte ronéotypé)

André Gérin-Lajoie, s.j. : « Réflexions sur le renouveau liturgique ».

Catéchèse :

- *Communauté chrétienne*, no 28 et 29.

Missions :

Statistiques générales des missions et missionnaires du Canada français. (*Messages*, janv.-juin 1959, no 1 et 2.)

Adrien Bouffard : « Diocèses canadiens en Amérique latine » (*Messages*, avril-juin 1961, no 2).

Adrien Bouffard : « Missionnaires catholiques canadiens » (*Messages*, mars-juin 1967, no 2) Dans le même numéro : « Où sont les missionnaires canadiens ? ».

Évolution de l'église au canada français.
Études de sociologie pastorale.

Deuxième partie

Perspectives socio-pastorales

Hervé Carrier, s.j.

[Retour à la table des matières](#)

L'une des démarches les plus complexes de la pastorale d'aujourd'hui consiste à découvrir les attentes spirituelles des milieux culturels en évolution. Cette tâche est précisément celle qui s'impose aux responsables de la pastorale au Canada français. En s'engageant dans une étude sociographique de notre milieu, la Compagnie de Jésus a tenté d'y contribuer pour sa part. Comme on l'a rappelé dans l'introduction, la Compagnie a voulu s'interroger, avec les moyens dont elle disposait, sur les principales évolutions qui marquent notre milieu, avec l'intention de mieux discerner les urgences pastorales que l'Église devrait affronter.

Dans le présent exposé, nous voudrions esquisser une synthèse de ces deux démarches : présenter d'abord une sociographie rapide des principaux traits socio-culturels de notre milieu afin d'amorcer, dans un second temps, une réflexion sur les urgences pastorales entrevues.

Deuxième partie.

Perspectives socio-pastorales

I

Les traits socio-culturels du milieu

[Retour à la table des matières](#)

Ce serait une entreprise téméraire que de viser à décrire en tous ses traits la physionomie actuelle du Canada français. Notre propos sera plus circonscrit et plus pratique. Nous appuyant sur les observations d'excellents témoins de notre milieu, nous nous demanderons quels sont les modes de comportement, les façons de percevoir, de juger, de réagir, qui semblent caractériser notre société ; et quels sont les traits socioculturels qui méritent réflexion de la part des responsables de l'action apostolique.

Sans prétendre donner une interprétation définitive, souhaitant même que cette exploration soit poursuivie, critiquée, complétée, nous retiendrons pour notre part, les traits suivants comme caractéristiques de l'évolution récente au Canada français : 1) la volonté arrêtée du groupe canadien-français d'accélérer la modernisation du milieu ; 2) une conscience nouvelle des impératifs de la promotion socio-économique ; 3) le rôle nouveau qu'on accorde à l'État dans les domaines socio-économique et culturel ; 4) une tendance de plus en plus nette vers la sécularisation ; 5) l'influence grandissante des moyens de

communication sociale ; 6) le rôle de plus en plus important des générations nouvelles dans l'évolution du Canada français ; 7) la persistance d'incertitudes et d'hésitations au plan socio-politique.

1 - Volonté d'accélérer la modernisation

Parmi les valeurs nouvelles qui se sont imposées ces dernières années, on remarque un désir collectif de modernisation sociale. L'image d'un Canada français traditionnel, où les institutions économiques, politiques, religieuses avaient atteint une stabilité relative et un équilibre à peine contesté, ne constitue plus aujourd'hui un idéal commun. L'ensemble du Canada français accepte le fait et les conséquences du changement social. L'idée même de changement prime sur les valeurs traditionnelles de stabilité et de *statu quo* relatif. Une attitude est née qui consiste à mettre systématiquement en question les institutions du passé afin de les juger du point de vue de l'efficacité et du bien commun.

La modernisation des institutions et de la société suppose beaucoup plus que des investissements économiques. La modernisation telle qu'elle se réalise sous nos yeux implique un esprit d'innovation, de créativité, d'expérimentation et un sens du risque. Ces valeurs président à maintes initiatives récentes dans les domaines politique, social, économique. Pensons aux risques encourus par la politique actuelle de l'éducation, du développement des régions, de la création ou de la modernisation de certaines entreprises (Hydro-Québec, Société générale de financement, etc.).

La modernisation de la société est liée en fait à l'urbanisation croissante du milieu. Les statistiques démographiques le démontrent clairement. Au Québec, c'est surtout autour d'un pôle unique que l'urbanisation se développe le plus rapidement ; ce pôle, c'est la région de Montréal. La métropole exerce sur l'ensemble de la province une fonction urbanisante généralisée et de plus en plus dynamique. D'ici une quinzaine d'années, Montréal comptera quatre millions d'habitants. Ce

sera encore la seule très grande ville de la province. Cela signifie que Montréal aura comme fonction d'urbaniser les comportements, les habitudes, les goûts, le style de vie de l'ensemble de la population. Les valeurs qui ont cours à Montréal seront celles qui seront exportées dans toute la région d'influence de la métropole. L'importance des « mass media », le rayonnement commercial et culturel de Montréal feront que, dans chaque localité de la province, on se comportera plus ou moins selon les normes qui prévalent dans la grande cité. D'après les prévisions démographiques, aucune autre ville de la province ne contrebalancera le poids numérique et économique de la métropole. La faible densité de la population dans l'ensemble du territoire québécois ne laisse pas prévoir la croissance d'une autre ville qui pourrait exercer un contrepoids à la région montréalaise.

L'urbanisation de la culture signifie, en pratique, une rééquilibration des valeurs traditionnelles. Sans entrer dans une analyse détaillée du phénomène, retenons que la culture urbaine entraîne une condition morale nouvelle de la société ; car un nouveau style de liberté s'installe dans les cités. L'homme urbain est celui qui doit choisir par lui-même. Il n'a plus autour de lui, comme autrefois, les groupes primaires, les cadres familiaux qui exerçaient sur son comportement un rôle normatif et un contrôle vigilant. L'homme de la ville privilégie la mobilité, le pluralisme, la tolérance. Le citoyen accepte la nécessité de la spécialisation, de la rationalisation, de la planification. En ville, le lieu du travail est dissocié du lieu de la résidence ; ce qui entraîne une situation entièrement différente pour les institutions traditionnelles, surtout pour la famille et la paroisse. Nous avons à réfléchir à ces valeurs nouvelles qui accompagnent l'urbanisation croissante de notre société. Ce qui doit nous retenir surtout, du point de vue qui est le nôtre, c'est la condition originale faite à la liberté des personnes et des groupes. Le contrôle social qui s'exerçait autrefois par les institutions et les élites traditionnelles ne s'exercera pas de la même façon. De plus en plus, il faudra compter sur la formation intérieure, sur l'éducation des personnes, qui elles-mêmes orienteront leur comportement

libre en se dégageant des déterminismes nouveaux de la société urbaine.

2 - Une promotion socio-économique consciente

Les sociologues parlent d'une « révolution des espérances » (*Revolution of expectations*) pour caractériser le dynamisme qui s'empare des sociétés en développement rapide. Dans toutes les couches de ces sociétés, on est conscient des bienfaits du développement économique et des attraits de la société opulente. On a, par ailleurs, le sentiment que ces avantages socio-économiques peuvent être atteints rapidement. De là, naît le désir de participer sans retard à la promotion des individus et de la collectivité. Ce qui est nouveau aujourd'hui, ce n'est pas le désir lui-même, mais l'ampleur des espérances que suscite le développement escompté. Voilà une nouvelle valeur qui s'est diffusée dans la collectivité canadienne-française. Tous aspirent à la prospérité du monde urbain-industriel ; et on veut y parvenir au plus tôt.

On croit possible aujourd'hui de satisfaire les intérêts des individus, des catégories sociales, des régions ; et il devient intolérable à l'opinion populaire d'accepter les inégalités qui règnent entre les personnes, entre les régions du pays. La différence de salaires qui existe entre l'ouvrier du Québec et celui de l'Ontario ou des États-Unis est connue et n'est plus acceptée. La revendication se fait de plus en plus agressive. Les tensions se durcissent entre les secteurs de la vie économique. Des professions jusqu'ici inorganisées passent à la revendication collective.

C'est une des conséquences de l'urbanisation de créer une aspiration à l'égalité relative. Les familles désirent un niveau de vie analogue à celui des mieux nantis ; les enquêtes faites sur les aspirations des familles au Québec le démontrent clairement. Les aspirations, dans toutes les catégories sociales, se ressemblent très nettement. La standardisation des produits, l'emballage identique, les facilités du

crédit donnent aux familles plus pauvres le sentiment et l'espoir qu'elles peuvent participer aux niveaux de vie moyens.

L'État lui-même est plus conscient qu'autrefois de son rôle dans la promotion socio-économique de la collectivité. Depuis quelques années, il s'est donné une politique économique qui poursuit les objectifs du développement social, économique, culturel. Son programme dans le domaine de l'éducation, par exemple, est explicitement inspiré par ce désir de la modernisation socio-économique de notre société.

3 - Rôle nouveau de l'État

Pour réaliser les objectifs de la modernisation sociale et de la promotion socio-économique, la collectivité canadienne-française compte que l'État jouera un rôle déterminant. Dans toutes les classes de la société, on accepte que les pouvoirs publics poursuivent une politique sociale, économique, culturelle, éducative. Les initiatives privées et les institutions charitables en matière de bien-être ne suffisent plus. Le rôle de suppléance que jouait l'Église dans le domaine de l'éducation et de la bienfaisance doit être assumé dorénavant par toute la collectivité. On trouve insuffisantes les revendications des groupes volontaires ; ce que l'on demande, c'est une véritable politique de développement social, culturel, économique.

En d'autres termes, l'État du Québec a été appelé au cours des dernières années à remplir des rôles qu'il avait jusqu'ici esquivés ou abandonnés à des entreprises individuelles, privées, charitables. Trois exemples illustrent clairement l'intervention volontaire et rationnelle de l'État en des domaines où son action jusqu'ici s'était peu affirmée. Mentionnons en premier lieu la politique éducative du gouvernement. Après une enquête sur l'ensemble du système scolaire québécois, le gouvernement instituait un ministère de l'Éducation et affirmait sa volonté d'exercer sa pleine responsabilité dans le domaine de l'enseignement. Songeons, d'autre part, aux engagements de plus en plus lourds de l'État dans les services de santé et d'hospitalisation, de

même que dans les autres domaines de la sécurité sociale. Rappelons également le rôle nouveau que l'État du Québec entend jouer comme employeur : déjà le gouvernement du Québec contrôle directement ou indirectement plus du tiers des revenus des travailleurs québécois.

Ces exemples indiquent une tendance de la politique québécoise à se formuler de plus en plus nettement en termes sociaux, et même idéologiques. Des options sont prises, des choix sont opérés dans le domaine de la socialisation culturelle, de la démocratisation scolaire. Sur le plan économique, une nette tendance à la socialisation de type scandinave s'affirme. Une doctrine politique peu à peu s'élabore et on peut prévoir que, sous la pression de l'opinion publique, l'État du Québec devra définir une politique cohérente à l'égard des capitaux étrangers qui continuent à dominer l'industrie de la province. Les revendications du mouvement séparatiste et les tendances socialistes exercent déjà une ferme pression dans ce sens.

À cause même du rôle nouveau qu'il entend jouer, l'État a dû moderniser ses méthodes de gouvernement. Il entend rationaliser les services administratifs, créer des organismes de recherche et des bureaux techniques. De plus en plus, on sent l'influence des technocrates sur le gouvernement. Les techniques modernes de recherche, d'administration, de planification sont communément employées par les différents ministères. Malgré certaines maladresses des technocrates, inévitables au début, malgré les erreurs mêmes de ce nouveau mode de gouvernement, l'opinion publique semble favorable aux techniques de l'administration moderne.

Plusieurs problèmes surgissent de cette nouvelle orientation des pouvoirs publics. Il y a d'abord un problème de démocratie qui est en cause. On remarque, dans la plupart des pays où se développe la technocratie gouvernementale, qu'il est de plus en plus difficile pour le Parlement et l'opinion publique d'exercer une vigilance sur les plans techniques. Le bien commun demande que l'opinion reste alerte et compétente pour juger les programmes proposés par les technocrates. Cela suppose une attention particulière de la part des spécialistes, des chercheurs, des universitaires et, en général, de la part de toutes

personnes compétentes et aptes à exprimer leurs opinions publiquement.

Un second problème se pose du fait que l'État québécois a voulu assumer en l'espace de quelques années de nombreuses responsabilités nouvelles. Une certaine impatience de l'opinion publique, la conscience des retards longtemps accumulés obligent le gouvernement à faire vite. À l'exemple du Canada français tout entier, qui doit s'adapter rapidement aux conditions modernes, le gouvernement est acculé à un apprentissage accéléré. Il est dès lors inévitable que des erreurs se commettent, que des tensions surgissent, que des mécontentements se développent. Surtout lorsque les choix politiques supposent des affirmations de principes.

4 - Mouvement de sécularisation

La tendance à la sécularisation qui se manifeste au Canada français depuis quelques années comporte des aspects divers. On peut dire qu'en général la communauté canadienne-française cherche de nouveaux rapports entre le profane et le religieux. Mais il faut entendre le religieux de manière large. Un premier courant de sécularisation se traduit par l'affirmation des prérogatives du laïc en face des clercs. Cette tendance comporte des relents d'anticléricalisme et de revendications souvent agressives. On accuse les clercs d'avoir entravé le développement intellectuel et social du milieu et d'avoir inculqué aux masses le conservatisme et la passivité. Ce courant cherche des justifications dans le fait que les clercs ont été amenés à assumer dans notre milieu plusieurs fonctions supplétives qui aujourd'hui sont reconnues comme responsabilités de la collectivité entière, par exemple, les tâches de l'éducation ou du bien-être.

Un second courant de sécularisation n'est pas nécessairement anticlérical. Il cherche à préciser le rôle des institutions dans le milieu et à y distinguer plus nettement les responsabilités de l'Église et celles de la collectivité civile. Pensons aux discussions qui ont entouré

l'orientation nouvelle des hôpitaux, des syndicats, des écoles, des collèges, des écoles normales, des universités. Cette tendance à la sécularisation s'affirme en outre dans les débats qui ont lieu sur le concept de confessionnalité. Sans nier les responsabilités propres de l'Église, on cherche à les mieux définir en tenant compte du pluralisme culturel du milieu aussi bien que des droits des catholiques.

La sécularisation du milieu s'exprime également par l'affirmation d'un laïcat chrétien désireux de partager toutes les responsabilités que le Concile accorde aux laïcs. Les effets à long terme de l'Action catholique, de même que la croissance d'un laïcat plus exigeant spirituellement, imposent à l'Église l'obligation de mieux discerner les responsabilités propres du laïc. Les directives du Concile justifient parfaitement ces aspirations. « Le temporel est un domaine propre aux laïcs et qui les caractérise. Ceux qui, en effet, sont dans les ordres sacrés peuvent bien s'occuper de choses temporelles et même exercer une profession séculière ; cependant, de par leur vocation spéciale, ils sont d'abord et proprement destinés au ministère sacré... » (constitution *Lumen Gentium*, no 31).

La sécularisation de notre société a amené les clercs à s'interroger sur leur rôle spécifique dans notre société. La réaction des clercs au mouvement de sécularisation a été dans l'ensemble prudente, circonspecte. On n'a guère vu de revendications violentes des droits acquis ou des privilèges d'autrefois. Les évêques eux-mêmes ont laissé se dérouler les événements, se réservant d'intervenir seulement dans les questions majeures. Les clercs, les religieux et les religieuses chargés d'institutions scolaires ou de bienfaisance semblent accepter les évolutions en cours. On a le sentiment que, sans qu'il y ait eu de mot d'ordre, le clergé a accepté que la collectivité et l'État prennent de plus en plus leurs responsabilités sociales, culturelles, économiques pour le service du bien commun.

Ajoutons cependant que la sécularisation d'institutions qui étaient autrefois dirigées par les clercs pose, aux prêtres surtout, des problèmes psychologiques et spirituels nouveaux. Leur apostolat n'est plus comme autrefois encadré et dirigé par des institutions cléricales. Plu-

sieurs prêtres et religieux se demandent quelle est leur nouvelle fonction dans la société. On décèle chez certains une tendance à s'orienter vers des ministères plus spirituels ; on parle surtout de pastorale, de catéchèse, de « counseling » spirituel, de participation liturgique, d'animation directe de groupes restreints. D'autres, cependant, cherchent des voies originales pour que le message chrétien pénètre au niveau des professions, des intérêts économiques et de la vie séculière. Ils parlent plutôt d'une pastorale spécialisée et engagée. Les évêques eux-mêmes sont à la recherche d'un équilibre entre une spiritualisation du ministère sacerdotal et une présence intelligente des clercs aux valeurs du monde contemporain.

5 - Impact des moyens de communication

En peu de nations, la diffusion des moyens de communication a été aussi rapide qu'au Canada. L'extension massive de la télévision au Canada français est surtout à retenir. Plus que tout autre facteur peut-être, cette innovation a contribué à la mutation psycho-sociologique de la communauté nationale. Les responsables des moyens de communication ont acquis un pouvoir qu'aucune autre catégorie sociale n'avait jamais détenu. Leur puissance a renversé le prestige des notables traditionnels. Le professeur, le maître, le clerc, l'écrivain, l'homme de profession libérale sentent tous que leur influence, si elle reste considérable, est contrebalancée par le message fascinant et quasi ininterrompu des moyens de communication. Les étudiants consacrent beaucoup plus d'heures à la télévision et aux films qu'à l'audition des cours ; et les fidèles qui entendent le dimanche une homélie de quelques minutes sont soumis durant la semaine à des heures de télévision.

Brusquement, on a créé au Canada français un public de la télévision. Les milieux populaires ont eu la révélation subite d'un nouveau mode d'information, d'un nouveau type d'art et de divertissement. Selon les psycho-sociologues, ce qui se passe alors est une mutation du cadre de référence traditionnel. Les groupes comme les personnes

sont habitués à percevoir le réel et à l'interpréter dans un cadre de référence familial. Lorsque ce cadre se transforme, les modes de perception évoluent et les jugements se modèlent sur des normes nouvelles. Des critères nouveaux sont accueillis ; des innovations sont désirées, des jugements neufs sont portés sur les institutions coutumières. En d'autres termes, la psychologie collective est profondément transformée.

On remarque également que les moyens de communication modernes transforment l'univers mental, la manière de connaître, la façon de percevoir la réalité, chez les jeunes surtout. On note que le fait de participer à une émission, de prendre part à un spectacle constitue une satisfaction affective, recherchée pour elle-même, à tel point que la forme du message transmis et le sentiment de participation sociale revêtent souvent plus d'importance que le contenu même du message.

Ne minimisons pas cependant la valeur idéologique des messages transmis par les « mass media ». La télévision, surtout, a contribué puissamment à vulgariser les idées et les valeurs qui ont cours présentement au Canada français. Les objectifs de la modernisation, de la promotion sociale, de la sécularisation ont été popularisés en grande partie par le truchement de la télévision. Selon certains observateurs, tout se passe comme si une idéologie consciente présidait à la programmation des grands moyens de diffusion. Remarquons cependant que la pluralité des stations de radio ou de télévision permet une ventilation des idéologies et des tendances. Nous n'en sommes pas, au Canada, au régime du monopole exclusif de la radio et de la télévision d'État comme en certains pays.

L'élévation de la culture populaire est un effet indéniable de la diffusion des moyens de communication ; mais la puissance même de ces moyens risque de créer pour l'homme moderne des déterminismes culturels plus contraignants, peut-être, que les conditionnements de la société traditionnelle. Des valeurs nouvelles sont diffusées dans le milieu, des styles de vie, des aspirations, des besoins, des goûts nouveaux. Il devient extrêmement difficile pour les personnes de faire des choix, de discerner les valeurs permanentes, d'opter entre les

innovations, de juger les événements ; en d'autres termes, la pratique de la liberté personnelle est devenue plus exigeante. Seule l'éducation des personnes permettra aux générations nouvelles d'échapper aux déterminismes des moyens de communication. Il est impossible pour l'Église ou pour tout autre groupe de contrôler les messages émis par les moyens de communication. Le pluralisme du milieu rend impensable tout essai de contrôle direct sur le message lui-même. La critique de l'opinion publique, la présence discrète des chrétiens dans les organismes de diffusion et surtout l'éducation des téléspectateurs sont les moyens les plus efficaces pour assurer le respect des libertés et des valeurs spirituelles.

6 - Valorisation des générations nouvelles

C'est une observation courante de l'anthropologie sociale : plus le développement d'un pays est rapide, plus s'accroît le conflit entre les générations. L'écart entre les valeurs nouvelles et les valeurs traditionnelles éclate alors au grand jour. Les adultes et les jeunes ont de la difficulté à s'expliquer et à se comprendre. Les psychologies divergent et les comportements se différencient de plus en plus. Où en est le conflit adultes-jeunes au Canada français ? L'examen de la réalité sociale exige, semble-t-il, un jugement nuancé.

Un fait en tout cas s'impose. Les générations nouvelles ont acquis dans la collectivité un poids nouveau. Les jeunes ne constituent pas seulement une proportion imposante de la population ; ils suscitent surtout une prise de conscience nouvelle d'abord de la part des adultes. Ceux-ci sont conscients du problème des jeunes et des questions soulevées par les aspirations, les goûts, les désirs, les comportements de la génération nouvelle. Les jeunes, en l'espace de quelques années, ont foncièrement mis en question les modes de vie traditionnels du Canada français. Quels que soient les jugements de valeur portés sur les attitudes des générations récentes, le fait qu'elles polarisent l'attention du monde adulte et l'amène à prendre position, constitue un

phénomène psycho-social inédit. Les jeunes générations n'ont jamais tant compté dans la psychologie collective de la nation.

Les impératifs mêmes du développement socio-culturel ont amené les responsables à mieux définir les droits des jeunes à l'éducation et à la promotion sociale. Les publications, les revues culturelles, éducatives, pastorales étendent sans cesse l'espace qu'elles réservent aux problèmes de la jeunesse. On peut dire que les adultes se rendent compte qu'il se pose un problème nouveau de socialisation ou d'acculturation des jeunes à la société. Par ailleurs, dans la mesure où le dynamisme des jeunes générations amène la collectivité canadienne-française à se moderniser, il se pose également, pour le monde adulte, un problème d'adaptation aux structures originales qui s'ébauchent.

Les jeunes eux-mêmes se rendent compte de la force qu'ils représentent. Ils sont conscients de leur différence, de leurs aspirations, de leurs exigences. Ils ont trouvé de puissants moyens pour s'exprimer : la télévision, des revues nouvelles, les manifestations culturelles, etc. Pensons, par exemple, aux organisations d'étudiants qui permettent à ceux-ci d'affirmer leur solidarité et de prendre position dans toutes les questions qui les concernent.

Participant à un mouvement quasi universel aujourd'hui, certains groupes d'étudiants s'orientent vers une forme de contestation qui met en cause, non seulement les idées ou les valeurs du passé, mais le système universitaire lui-même dans son rapport avec la société industrialisée.

Il apparaît nettement que la société canadienne-française n'exerce plus sur les générations montantes le contrôle social qu'elle exerçait traditionnellement. Autrefois, dans le cadre de la famille, de la paroisse, de l'école et des associations de jeunes, il était possible pour la communauté nationale de socialiser les jeunes générations en leur faisant accepter les valeurs reconnues et une image relativement homogène du milieu. Aujourd'hui, les éducateurs s'aperçoivent qu'ils ne peuvent plus s'appuyer sur les méthodes traditionnelles d'acculturation. On ne réussit plus que difficilement à présupposer au départ un

large consensus à l'égard d'idées, d'attitudes, de modes de comportement qui seraient reconnus comme valeurs incontestées d'une génération à l'autre, ou d'une catégorie sociale à une autre. Les messages transmis aux jeunes ne leur parviennent plus uniquement de leur milieu immédiat. Les moyens de communication, entre autres, exercent sur leurs esprits une véritable fascination. L'enjeu de l'éducation moderne sera précisément d'amener les jeunes à poser très tôt par eux-mêmes des options vraiment libres au sein d'une culture de masse de plus en plus compénétrante.

Pour cela il faudra dépasser les malentendus qui se sont créés entre les générations. Chez les jeunes comme chez les adultes, on devine au-delà des contestations et des controverses la volonté d'en arriver à un dialogue fructueux. Bien des incompréhensions tomberaient devant l'examen des faits. On constate, par exemple, d'après les enquêtes de sociologie religieuse sur le comportement des jeunes, que leur fidélité religieuse est moins entamée que d'aucuns voulaient l'affirmer. D'autres enquêtes sur les attitudes des jeunes montrent que ceux-ci ne se sentent pas tellement brimés par leurs aînés. Ils affirment même que les normes de leur comportement ne sont pas sérieusement rejetées par les adultes. Les enquêtes restent encore limitées ; elles nous engagent en tout cas à réserver notre jugement sur la prétendue révolte religieuse des jeunes. De toute façon, il est à souhaiter que le dialogue s'approfondisse entre les générations.

Les éducateurs, entre autres, devront faire preuve de beaucoup de compréhension pour discerner les espérances positives qui se font jour derrière les attitudes de revendication et de contestation du monde étudiant. L'avenir de l'éducation dépend de l'esprit créateur qu'on saura apporter dans le dialogue des générations.

7 - Incertitudes socio-politiques

La psychologie collective du Canada français semble marquée, surtout depuis quelques années, par une incertitude et une inquiétude latentes. Quelles que soient les options politiques des Québécois, il est une question qu'ils ne peuvent esquiver : quelle forme politique revêtira la communauté nationale de demain ? Les hésitations des Québécois constituent un phénomène sociologique qui préoccupe tout le Canada ; à tel point qu'aujourd'hui, dans les milieux anglophones, on s'interroge sur la fidélité des Canadiens français à la Confédération ; et les hommes politiques du Canada eux-mêmes avouent que l'avenir de l'unité nationale constitue le problème majeur de ce pays. Le Canada est visiblement à la recherche d'un nouvel équilibre culturel et politique. La majorité des Canadiens français reste nominalement fidèle à la constitution fédérale ; mais personne ne peut prédire avec assurance quel sera le destin politique de la communauté canadienne-française. Constituera-t-elle une communauté séparée, un État associé ? Se contentera-t-elle du fédéralisme coopératif ? On ne voit pas en tout cas qu'elle se résignera facilement au *statu quo*. On peut multiplier les questions ; mais personne actuellement ne peut y répondre avec satisfaction et offrir à la collectivité une politique nationale capable de rallier le consensus.

Sous-jacentes à ces inquiétudes, d'autres hésitations divisent la psychologie des Canadiens français. Leurs identifications restent confuses ; ils n'ont pas une image cohérente d'eux-mêmes comme communauté nationale. Ils s'identifient tantôt aux valeurs américaines, tantôt aux valeurs françaises et restent à la recherche d'une synthèse socio-culturelle propre. C'est un fait psycho-social qui nous marque profondément. Ces hésitations ne se retrouvent pas au même degré dans les nations culturellement intégrées. Le Français, l'Italien, l'Américain s'identifient à une image nationale consistante et relativement stable.

Nous prenons plus nettement conscience aujourd'hui de l'état de dépendance culturelle dans lequel nous vivons. Nous sommes envahis par les techniques, les modes de production, les habitudes commerciales des États-Unis ; les standards et les aspirations qui ont cours en Amérique du Nord sont également les nôtres ; les styles de divertissement, les sources d'information, les méthodes publicitaires sont très fréquemment empruntés des États-Unis. Ce phénomène d'invasion culturelle se produit spontanément, sans qu'on y puisse grand-chose. La frontière géographique qui nous sépare des États-Unis laisse affluer jusqu'à nous toutes les valeurs américaines. La domination des capitaux américains et la puissance que ceux-ci représentent dans notre milieu ne nous permettent pas d'exercer une sélection efficace des valeurs en provenance des États-Unis.

Aux effets de l'américanisation culturelle s'entremêlent les influences d'origine française. Depuis quelques années, les communications avec le monde français se sont intensifiées. Les voyages et séjours des Canadiens en France ont notablement contribué à importer au Canada d'après-guerre les valeurs de la France moderne. Les périodiques et les publications de France se sont répandus dans le public ; les missions culturelles, les échanges de professeurs, les tournées artistiques se sont multipliés. Mentionnons l'initiative récente de l'Office Franco-Québécois de la Jeunesse qui organise des voyages culturels d'un pays à l'autre et des échanges fructueux entre les jeunes de France et du Québec. On adopte au Québec certaines idées politiques françaises sur la planification ; on cherche à introduire les méthodes administratives des services français. Une collaboration plus intense au plan technique, financier et industriel, fait l'objet d'une politique consciente à Québec comme à Paris.

Ces courants culturels américains et français, se combinant aux valeurs propres du milieu et à l'influence du Canada anglais, ne semblent pas encore fondus dans une synthèse culturelle qui nous serait propre. Le Canada français donne l'impression de chercher son visage et il ne réussit pas encore à s'identifier à une image collective incontestée. Après des générations de quasi-stabilité culturelle, les Canadiens

français s'interrogent sur le sens de leur appartenance à leur communauté nationale. Ils se situent mal par rapport à leur passé et ils n'ont pas encore choisi les structures socio-politiques de l'avenir.

Au-delà de ces incertitudes et de ces perplexités, on observe que les Canadiens français, en s'interrogeant sur eux-mêmes, ont libéré des virtualités prometteuses. Ils ont mis en branle un processus de critique et de créativité qui devrait aboutir à la réalisation de structures nouvelles et à des choix collectifs éclairés. Malgré ses hésitations, le Canada français prend conscience d'avoir acquis une force nouvelle dans le contexte canadien et américain. À l'étranger, son crédit et son prestige ne cessent de croître et devraient le convaincre que ses recherches conscientes sont un signe de rapide maturation.

Deuxième partie.

Perspectives socio-pastorales

II

Les urgences pastorales

[Retour à la table des matières](#)

L'étude sociographique du milieu nous a révélé les lignes d'évolution et les aspirations nouvelles de la collectivité canadienne-française. Partant de ces observations, les pasteurs s'interrogeront sur les besoins religieux dont l'urgence se manifeste en ce milieu. Le Concile aura apporté cette grâce de rendre l'Église plus attentive à l'événement présent, aux signes des temps et aux soucis actuels des hommes. Par le dialogue et la recherche, les pasteurs et tous les responsables d'apostolat ont à découvrir les besoins actuels de l'âme humaine. « Que tous les pasteurs se souviennent que, par leur comportement quotidien et leur sollicitude, ils manifestent au monde un visage de l'Église d'après lequel les hommes jugent de la force et de la vérité du message chrétien. Par leur vie et par leur parole, unis aux religieux et à leurs fidèles, qu'ils fassent ainsi la preuve que l'Église, par sa seule présence, avec tous les dons qu'elle apporte, est une source inépuisable de ces énergies dont le monde d'aujourd'hui a le plus grand besoin. Qu'ils se mettent assidûment à l'étude, pour être capables d'assumer leurs responsabilités dans le dialogue avec le monde et avec des hom-

mes de toute opinion » (constitution pastorale *Gaudium et spes*, no 43). L'Église nous demande une attitude d'accueil, une promptitude à découvrir les urgences pastorales. La recherche suppose un esprit ouvert et une constante attention au réel.

Sans viser à dresser un tableau définitif des urgences pastorales en notre milieu, nous voudrions offrir quelques pistes de recherche et de réflexion pour ceux qui doivent, de près ou de loin, participer à l'élaboration des Programmes d'action apostolique. Ces réflexions se présentent comme le premier temps d'un dialogue qui devrait se poursuivre et se compléter par l'étude en groupes ou par des échanges communautaires. C'est en réfléchissant en commun aux besoins découverts dans notre milieu qu'on libérera la créativité et l'esprit d'innovation pastorale.

Pour amorcer cette réflexion, nous discernerons les besoins suivants comme particulièrement urgents dans l'Église canadienne-française. On verra que la réponse aux besoins soulignés exigera des pasteurs une égale fidélité au réel sociologique et aux orientations pastorales du Concile.

1 - Formation d'un laïcat chrétien pleinement responsable

L'évolution récente du Canada français met en relief l'urgence de former des laïcs capables d'assumer leur pleine responsabilité dans l'Église. Un enjeu particulièrement grave est ici posé aux responsables de l'apostolat. Dans la société traditionnelle canadienne-française, les responsables de l'évangélisation et de la vie religieuse étaient surtout les clercs et les religieux. Un laïcat chrétien existait, certes, mais plus ou moins passif et sans beaucoup d'initiative. Le laïcat ne jouissait guère de la pleine confiance d'un clergé plutôt porté à assumer par lui-même les charges de l'apostolat. Cette attitude s'est notablement modifiée avec le développement de l'Action catholique au Canada. On est passé d'une pastorale de la conservation et de la persévérance à

une approche missionnaire ; on révélait ainsi aux laïcs leurs pleines responsabilités. On peut dire que l'avenir de l'Église au Canada français dépend en grande partie de la formation de laïcs qui feront de l'évangélisation leur propre affaire. En d'autres termes, il faut un large partage des responsabilités apostoliques entre le clergé et le laïcat.

Dans le laïcat, trois catégories de personnes semblent particulièrement destinées à exercer une influence profonde sur l'avenir de la collectivité. Il y a d'abord les maîtres et les professeurs. La réforme scolaire, en démocratisant l'éducation et en multipliant les postes d'enseignement, a augmenté considérablement le nombre des maîtres. L'attitude religieuse de ces maîtres commandera l'avenir spirituel du Canada français. Quelle que soit la nature de la confessionnalité ou de la pastorale scolaire qui prévaudra dans notre milieu, le succès ou l'insuccès de l'évangélisation tiendra, pour une très notable part, aux orientations et à la formation des maîtres laïques. Les évêques sont conscients de cet enjeu et plusieurs demandent aux religieux de collaborer généreusement : à la formation spirituelle des maîtres par de nouvelles approches pastorales.

Une deuxième catégorie de personnes influencera profondément les mentalités et les comportements : ce sont les responsables des moyens de diffusion. Déjà, dans l'Église canadienne-française, de sérieux efforts sont tentés pour porter les valeurs chrétiennes dans le monde des « mass media ». L'action doit encore s'intensifier et se mieux définir. Après des responsables de ces moyens, une action discrète, patiente, intelligente est à entreprendre et à soutenir. On propose, par exemple, l'animation spirituelle de certains groupes choisis et la présence, dans les cercles de la radio, de la télévision et du cinéma, de chrétiens particulièrement formés. Une pastorale originale est ici à inventer.

Une troisième catégorie d'individus acquiert une influence de plus en plus grande dans notre milieu. Il s'agit des technocrates : tous les spécialistes de la planification, de la programmation, de l'informatique, de la recherche. Ces spécialistes sont demandés partout, dans les domaines de l'économie comme dans ceux de l'éducation, et même dans

les sphères de la planification pastorale. Dans la mesure où ils poursuivent la rationalisation et l'évolution des structures, leur influence s'affirmera toujours davantage. Les responsables d'Église doivent s'ingénier à leur rendre présentes les valeurs chrétiennes fondamentales. Ce sera sans doute par l'action de spécialistes particulièrement compétents et bien formés religieusement que l'influence des valeurs spirituelles pourra pénétrer dans ces milieux.

Il y a dans ces observations des indications utiles pour les pasteurs. Les laïcs eux-mêmes supplient qu'on participe pleinement à leur maturation spirituelle et apostolique, en toute loyauté et liberté. Des laïcs nombreux réclament qu'on leur présente une doctrine spirituelle forte et conduisant à la formation de la liberté, au choix, à l'engagement personnel dans la vie de tous les jours. Les pasteurs doivent s'ingénier à découvrir le langage neuf qui sera compris du chrétien engagé dans la profession, dans la famille, dans la vie culturelle ou économique.

Selon les directives du Concile, il faudra avec audace procéder au partage des responsabilités apostoliques avec les laïcs. « Les pasteurs doivent reconnaître et promouvoir la dignité et la responsabilité des laïcs dans l'Église, utiliser volontiers leurs avis prudents, leur assigner des postes de confiance au service de l'Église, leur accorder la liberté d'action et un champ où ils puissent l'exercer et même les encourager à entreprendre des oeuvres de leur propre initiative » (constitution *Lumen Gentium*, no 37). Nous avons à réfléchir à la part de responsabilité que les laïcs doivent désormais assumer dans les institutions, les publications, les associations dont les clercs assuraient seuls la direction jusqu'ici. Cela supposera souvent un nouveau mode de direction, peut-être collégial, et un nouveau partage de pouvoirs à l'intérieur des entreprises apostoliques.

Plusieurs évêques et plusieurs laïcs demandent aux religieux en particulier d'apporter une réponse à cette élite de chrétiens qui souhaitent une formation plus approfondie, un aliment théologique plus substantiel, une spiritualité mieux adaptée aux besoins nouveaux. Voilà un champ où ensemble nous avons à créer du neuf.

2 - Approche théologique des réalités socio-culturelles

L'évolution brusque des structures du Canada français force notre collectivité à un apprentissage accéléré. Le rythme de la modernisation et de l'urbanisation, ayant comme conséquence de diffuser les aspirations de la société industrielle, a entraîné un ébranlement des valeurs traditionnelles. Par lui-même, le citoyen doit affronter des options et des choix inédits et il trouve de plus en plus difficile de s'orienter d'après les cadres de référence traditionnelle. Le fait d'appartenir à une famille chrétienne, d'avoir fréquenté une école catholique, d'être membre d'une paroisse ne procure plus, de soi, à l'homme moderne inséré dans une profession ou dans une activité technique, économique et culturelle, les réponses à ses problèmes d'engagement chrétien. Le lien vital qui devrait s'établir entre les valeurs religieuses et le comportement de l'homme industrialisé n'est pas très net dans la psychologie populaire.

Dans notre milieu, on n'observe pas encore de désaffection radicale et massive envers la pratique religieuse. Ce qui menace plutôt la vie chrétienne semble être une tendance qui s'accroît à l'indifférence. Pour plusieurs, la religion devient un ensemble de pratiques que l'on considère sans signification. On perçoit mal comment le fait d'appartenir à l'Église entraîne des conséquences pratiques dans la vie complexe du monde moderne ; ou comment la foi se relie aux intérêts vitaux et au comportement dans la profession. Il est donc urgent que l'enseignement religieux rejoigne le plus directement possible les préoccupations réelles de l'homme moderne. Ce qui est requis, c'est en définitive une recherche théologique appliquée et ouverte aux problèmes sans cesse nouveaux de l'âme collective.

Depuis quelques années, dans notre milieu, un remarquable effort de rénovation pastorale s'est affirmé. Un renouveau de la catéchèse, de la prédication, des retraites, de la liturgie s'impose à l'admiration.

La réforme liturgique surtout mérite d'être soulignée. Il y a là le gage d'un approfondissement de la foi et du sens de la communauté chrétienne. « La liturgie, par laquelle, surtout dans le divin sacrifice de l'Eucharistie, s'exerce l'oeuvre de notre rédemption, contribue au plus haut point à ce que les fidèles, par leur vie, expriment et manifestent aux autres le mystère du Christ et la nature authentique de la véritable Église » (constitution sur la Liturgie, no 2). Il reste cependant que la pastorale doit aussi amener les chrétiens à un engagement en dehors de l'église et pendant les sept jours de la semaine, dans leurs préoccupations quotidiennes professionnelles, familiales, culturelles, récréatives. Pour y parvenir, il ne suffit pas de faire participer les chrétiens à la célébration de la liturgie, comme nous le faisait remarquer un évêque du Québec fort estimé pour le renouveau liturgique de son diocèse : « avec de belles cérémonies liturgiques, nous pouvons facilement nous donner bonne conscience et donner bonne conscience aux chrétiens. Leur vie chrétienne doit s'accomplir en dehors de l'église, dans leur profession, dans leur famille ». Et le même évêque suppliait qu'on fasse un effort spécial pour rejoindre l'homme moderne dans ses préoccupations quotidiennes et dans sa vie professionnelle. C'est là que se joue véritablement l'enjeu de la vie chrétienne.

Une pastorale de l'intelligence, de la recherche constante, est nécessaire pour l'enrichissement même de la prédication chrétienne. Le Concile fait remarquer que la pastorale doit être réaliste et ne pas se contenter de promouvoir la piété ou les associations de chrétiens. « Des cérémonies, même très belles, des groupements, même florissants, n'auront guère d'utilité s'ils ne sont pas ordonnés à éduquer les hommes et à leur faire atteindre leur maturité chrétienne. Pour les conduire à cette maturité, les prêtres sauront les aider à devenir capables de percevoir dans les événements mêmes, petits ou grands, ce que les faits exigent et ce qu'est la volonté de Dieu » (décret *Presbyterorum ordinis*, no 6).

Les pasteurs doivent prêter une attention spéciale à ce besoin d'une théologie incarnée dans notre milieu. La plupart des problèmes sociaux et culturels issus de la modernisation de la communauté cana-

dienne-française soulèvent, en définitive, des problèmes qui sont d'ordre théologique. Ils sont nombreux et, de l'avis même des évêques consultés, il est urgent que l'Église trouve réponse à ces questions. Citons, par exemple, les problèmes suivants : la confessionnalité de l'école, la liberté religieuse et le pluralisme dans notre société, le problème plus général de l'institution chrétienne, tous les problèmes humains, moraux, spirituels inhérents au mouvement de socialisation de la culture et de l'économie. Pensons également aux problèmes que pose le rôle nouveau que l'État entend jouer dans des domaines autrefois laissés à la charité et à l'initiative des chrétiens ; le problème de définir le rôle spécifique du prêtre, du religieux, de la religieuse dans les structures de notre société. Un immense service serait rendu à l'Église canadienne-française si ces problèmes recevaient une réponse ou à tout le moins un essai de solution.

On souhaiterait que le travail soit entrepris dans des équipes groupant quelques théologiens et pasteurs expérimentés et collaborant avec d'autres spécialistes, par exemple avec des sociologues, des économistes, des éducateurs. Nous reviendrons plus loin sur cette urgence de la recherche à des fins pastorales. Quelques publications ou articles préparés en collaboration sur les questions évoquées plus haut constitueraient certainement une contribution de première valeur aux nécessités actuelles de l'Église. En sériant les problèmes, en distribuant les tâches, en orientant les travaux, il devrait être possible d'arriver à un tel résultat. Une chose est certaine, en tout cas : les évêques attendent un service de cet ordre. On l'appelle diversement une pastorale de l'intelligence, une théologie engagée, une doctrine incarnée. Il semble indispensable qu'au moins un sociologue soit présent dans ces groupes d'étude, pour établir un lien entre les hommes de doctrine et les réalités socio-religieuses.

L'orientation donnée par la constitution pastorale *Gaudium et spes* demande une application particulière à chaque milieu culturel. Les théologiens de chaque pays ont à discerner les points d'application de cette doctrine et à interpréter les réalités temporelles dans une perspective d'Évangile. « Tout ce qui compose l'ordre temporel : les

biens de la vie et de la famille, la culture, les réalités économiques, les métiers et les professions, les institutions de la communauté politique, les relations internationales et les autres réalités du même genre, leur évolution et leur progrès, n'ont pas seulement valeur de moyen par rapport à la fin dernière de l'homme. Ils possèdent une valeur propre mise en eux par Dieu lui-même, soit qu'on regarde chacun d'entre eux, soit qu'on les considère comme parties de l'ensemble de l'univers temporel : *et Dieu vit tout ce qu'il avait fait, et c'était très bon* (Genèse, I, 31) » (décret sur l'Apostolat des laïcs, no 7).

Des théologiens travaillant avec des laïcs doivent percevoir dans toutes ces réalités temporelles la relation aux valeurs spirituelles et au comportement concret des chrétiens. Au Québec, comme dans tous les pays en évolution rapide, l'Église a un besoin urgent de théologiens adonnés à la recherche et engagés dans la problématique concrète des églises locales.

3 - Favoriser la promotion socio-économique

Dans une société qui entend combler ses retards, et poursuivre les objectifs de la promotion socio-économique, il est inévitable que des conflits éclatent. On peut même prévoir que les tensions sociales vont grandir dans les années qui viennent, car le rythme de croissance entre les divers agents économiques sera très inégal. Les régions ne progressent pas au même rythme, Montréal étant particulièrement privilégié par rapport aux autres centres de la province. Par ailleurs une politique de plein emploi est difficile à instaurer au Québec. En plusieurs secteurs d'activité et en maintes catégories sociales, on a le sentiment de ne pas participer équitablement au progrès économique de l'ensemble de la nation. Le syndicalisme se fait plus agressif. De jour en jour, l'État devient un employeur plus puissant et la revendication des salariés s'organise plus vigoureusement. La classe agricole exige ses droits avec force. On sait, d'autre part, que le nombre des économiquement faibles reste imposant : personnes seules, familles

défavorisées, secteurs, zones et régions sous-développés. Ce bref rappel de faits connus nous invite à réfléchir aux implications pastorales qu'ils comportent.

Il semble capital que l'Église canadienne-française prouve à notre milieu qu'elle favorise les objectifs de la promotion socio-économique. Par l'enseignement des pasteurs, par le témoignage de vie des prêtres, par la compétence des chrétiens en général, il doit apparaître que l'Église suit avec grande bienveillance l'évolution économique du Québec. Les évolutions socio-économiques actuelles peuvent constituer une phase décisive pour l'avenir de l'Église. Si celle-ci n'assume pas, de manière éclairée et généreuse, les aspirations de catégories sociales toujours plus actives et plus fermement conscientes de leurs droits, le risque est grand de voir la religion rangée parmi les éléments conservateurs faisant obstacle au progrès. Le dynamisme qui emporte notre société doit, certes, être jugé à la lumière de l'Évangile, mais il importe souverainement que l'Église embrasse les objectifs de justice, de charité et de solidarité poursuivis par ce mouvement. C'est dans ce sens que nous entraîne le Concile : « L'Église reconnaît aussi tout ce qui est bon dans le dynamisme social d'aujourd'hui, en particulier le mouvement vers l'unité, les progrès d'une saine socialisation et de la solidarité au plan civique et économique » (constitution *Gaudium et spes*, no 42).

Un effort particulier doit être tenté par tous les chrétiens, et par ceux du Canada en particulier, pour affronter les problèmes des nations en développement. Depuis quelques années, notre milieu s'est éveillé aux préoccupations des pays nouveaux. Par l'apport de nos missionnaires, par quelques échanges culturels et économiques, une contribution appréciable est déjà offerte à ces pays. Mais vu l'ampleur de leurs besoins et, considérant nos propres ressources, il faut admettre que nous sommes appelés à un effort encore beaucoup plus généreux. La charité sociale des chrétiens d'aujourd'hui les presse d'assumer, par des moyens efficaces, une part très large au développement des pays neufs.

En face des problèmes sociaux du milieu, l'Église doit éviter une double tentation : la première serait de favoriser par son inaction ou sa résistance une politique du *statu quo*, par exemple en semblant approuver une politique de prudence excessive envers les mouvements de revendication, envers les programmes de modernisation et les plans de développement économique. Cette attitude équivaudrait pour l'Église à s'identifier aux intérêts économiques qui veulent empêcher une saine démocratisation des pouvoirs et une plus large participation aux bénéfices de la société opulente.

Le second écueil serait la surenchère ou la démagogie sociale. Par maladresse ou incompétence, il peut arriver que les chrétiens, les clercs même, s'identifient à une idéologie ambiguë, et endossent sans critique toutes les formes de la revendication, même les moins rationnelles.

Ces deux écueils n'ont pas toujours été évités par les clercs ces dernières années ; quoique, dans l'ensemble, on a le sentiment que l'Église a évolué avec grande souplesse. Depuis quelques années, on ne peut pas accuser l'Église de faire positivement obstacle au progrès ; même si son influence sociale ne se fait pas toujours sentir autant que certains le désireraient.

Au Canada français, les circonstances sont assez favorables au développement d'une pastorale sociale réaliste. Par rapport à d'autres pays, l'Église d'ici jouit d'une grande liberté et d'un large crédit moral. Elle ne possède pas, par exemple, de vastes domaines qu'elle aurait refusé de soumettre à la réforme agraire. Elle n'a pas été identifiée, par une longue tradition, à une idéologie bourgeoise ou à un régime politique exclusif. Les circonstances ne l'ont pas amenée à prendre une position anticomuniste ou antisocialiste violente, comme en quelques pays. On lui a reproché, certes, certains signes extérieurs de richesse - presbytères trop riches, opulence de certaines institutions, manque de pauvreté collective des religieux - mais ces griefs n'ont jamais atteint la virulence des accusations portées contre elle en d'autres pays. Même si certains critiques ont accusé des clercs de compromission politique occasionnelle ou temporaire, son crédit d'ensemble n'a pas

été entamé. On ne peut raisonnablement l'accuser, comme telle, de compromis envers le capitalisme ou envers quelque idéologie socio-politique que ce soit.

L'Église garde sa liberté ; mais ce qui semble entraver le développement d'une pastorale sociale, c'est la complexité des problèmes à affronter et une certaine timidité du clergé pour les aborder avec confiance. Plusieurs évêques le regrettent ; et ils redoutent que, peu à peu, devant les complications de la vie moderne, les clercs ne se limitent à une pastorale intime, familière, négligeant les problèmes soulevés par la vie professionnelle et économique. Notre milieu a besoin de clercs particulièrement compétents pour envisager avec réalisme les questions soulevées par la promotion socio-économique. Leur recherche ou leur engagement pratique doit compléter le travail du clergé paroissial.

Le Concile, lorsqu'il parle du ministère des prêtres, ne se contente pas d'énumérer comme fonctions : la prédication, la célébration de la parole ou la direction de la communauté chrétienne ; il mentionne également certaines tâches qui semblent nécessaires pour aborder les problèmes frontières de notre époque. « C'est en effet pour coopérer à la même oeuvre que tous les prêtres sont envoyés : ceux qui exercent un ministère paroissial ou supraparoissial, ceux qui se consacrent à un travail de recherche scientifique ou d'enseignement, ceux-là même qui travaillent manuellement en partageant la condition des ouvriers eux-mêmes - là où ce ministère, toutefois avec l'approbation de l'autorité compétente, est jugé opportun - enfin, ceux qui remplissent d'autres tâches apostoliques ou ordonnées à l'apostolat » (décret *Presbyterorum ordinis*, no 8). Au Canada français, nous aurions à examiner quelle politique fut suivie jusqu'ici dans la distribution du clergé selon les secteurs. Avons-nous porté une attention suffisante aux besoins nouveaux de la pastorale sociale et aux problèmes frontières suscités par la société industrielle ? La question mériterait un examen sérieux.

4 - Impératifs de la collaboration pastorale

L'idée de planification, de prévision et d'organisation s'impose de plus en plus aux responsables de la pastorale, spécialement aux évêques. Le Concile leur demande d'utiliser les moyens modernes de la recherche, tels que la sociologie, les techniques d'investigation et les groupes d'étude. Tous les moyens doivent être mis en oeuvre pour instaurer, au niveau des diocèses et des zones humaines homogènes, une véritable pastorale d'ensemble. Les impératifs de la collaboration, de la solidarité et de la collégialité dans les responsabilités apostoliques sont commandés par une double prise de conscience dans l'Église.

Ce mouvement part d'abord d'un approfondissement de la théologie ecclésiale, où la complémentarité des responsabilités est mieux comprise. On a réaffirmé avec vigueur au Concile la collégialité de tous les évêques ; on a précisé également les responsabilités du laïcat dans l'extension du royaume de Dieu.

Par ailleurs, cette prise de conscience des coresponsabilités à l'intérieur du Corps mystique s'est accompagnée d'un mouvement qu'on pourrait appeler une découverte sociologique des structures modernes. Par la pratique de l'Action catholique, qui demande une observation systématique du milieu, et surtout par la pratique de la sociologie religieuse, l'Église s'est de plus en plus ouverte à la complexité du monde moderne. L'Église cerne davantage l'ampleur des problèmes qui lui sont posés.

La société urbaine et industrielle exige une pastorale renouvelée et une approche neuve qui supposera surtout une plus intime collaboration entre tous les responsables de l'apostolat. Une pastorale d'ensemble est une nécessité vitale pour l'Église. Il est évident que l'unité sociologique de l'action apostolique n'est plus nécessairement la paroisse, ou le diocèse, ou telle structure traditionnelle. Il faut, avec des moyens modernes, découvrir les besoins les plus urgents des nouveaux secteurs d'activité humaine. L'Église ne peut plus se permettre une

politique de laisser faire apostolique. Certes, le Concile reconnaît aux chrétiens un large pouvoir d'initiative dans leur apostolat, mais devant l'ampleur et la complexité des tâches, les responsables de l'apostolat doivent entrer généreusement dans l'effort d'organisation qui sera indispensable pour répondre aux urgences nouvelles. Une des conditions du zèle aujourd'hui est qu'il soit organisé.

Notre propre société appelle d'urgence ces nouveaux modes de collaboration : coopération entre prêtres de divers secteurs, coopération entre religieux et évêques, coopération des clercs et des laïcs. Si les forces vives dans l'Église canadienne-française ne savent pas se regrouper pour ensemble aller au-devant des besoins nouveaux, on peut redouter que la dispersion des efforts n'entrave sérieusement l'action de l'Église. En maints pays, la planification pastorale est plus avancée qu'au Canada. Nos premières expériences de planification seront à amplifier avec audace et souplesse.

Les religieux pour leur part auront à examiner l'esprit de collaboration qui anime leurs hommes, leurs oeuvres, leurs maisons. Ils pourraient faire porter leur attention sur deux points. D'abord, la collaboration avec les évêques et deuxièmement la collaboration entre eux et avec les autres organismes apostoliques.

Ils ont surtout à maintenir des contacts vitaux avec les évêques. Depuis quelques années, au Canada français, les diocèses se sont équipés de service très modernes dans les différents secteurs de la pastorale. Ils ont mis sur pied des services ou même des centres de recherche en sociologie religieuse. Il existe un bon nombre de sociologues parmi les prêtres diocésains et ils participent intimement à l'élaboration des plans de pastorale d'ensemble. Si les religieux veulent offrir leurs services et participer aux nouveaux programmes de pastorale, ils le feront par des hommes compétents, capables de collaborer aux recherches de planification apostolique. Plusieurs communautés religieuses l'ont compris et préparent actuellement des spécialistes de la pastorale qui pourront éventuellement participer aux recherches des diocèses. Plusieurs diocèses ont déjà demandé aux religieux ce genre de coopération.

Au plan même des instituts religieux, de nouveaux modes de collaboration sont à instaurer. Dans la société d'hier, leurs collègues, leurs institutions, leurs oeuvres pouvaient jouir d'une large autonomie et n'entretenir entre eux que des rapports occasionnels. Mais dans une société en mouvement qui oblige à redéfinir les tâches, on sent de plus en plus la nécessité de faire collaborer à certaines entreprises communes les forces vives de ces instituts. Cet impératif de la collaboration est d'autant plus pressant que les religieux, d'ici une dizaine d'années au moins, auront à travailler avec un nombre réduit d'hommes. Ce sera une raison de plus pour coordonner les forces et favoriser la coopération. De même que, dans chaque église locale, on prône la collaboration la plus étroite possible, ainsi faut-il favoriser une collaboration très intime entre les hommes et les oeuvres de chaque congrégation. Déjà, elles ont à l'oeuvre plusieurs équipes qui fournissent un travail imposant. Tout en respectant la liberté de chacune de ces équipes, ne serait-il pas souhaitable qu'on établisse une plus étroite coordination entre leurs initiatives et leurs programmes ? Il serait illusoire de mettre sur pied, dès le début, des projets complexes et trop onéreux. A tout le moins, est-il recommandable de créer une vive préoccupation dans ce sens. Lorsque le Concile demande aux religieux de s'insérer plus étroitement dans la planification de la pastorale, il n'entend pas réduire les charismes et l'esprit de créativité des individus ou des communautés à l'intérieur de l'Église. Mais si les religieux réussissent à collaborer entre eux pour affronter, avec plus de compétence, les problèmes éminemment complexes de notre société, leur contribution propre à la pastorale d'ensemble sera enrichie d'autant.

5 - Une formation apostolique ouverte

Les impératifs pastoraux que nous venons de souligner exigent de toute évidence une formation appropriée. Les bases théologiques de toute formation spirituelle sont permanentes, comme les valeurs mêmes de l'Évangile. On remarque cependant que, dans des contextes

sociologiques différents, certaines valeurs peuvent être accentuées par rapport à d'autres. C'est surtout au niveau de la formation intellectuelle que les prêtres et les religieux sont plus ou moins conditionnés par les circonstances concrètes où ils travaillent. Que peut-on observer à ce propos au Canada français ?

Du point de vue psycho-sociologique, les prêtres et les religieux du Canada français ont été marqués, dans leur formation religieuse elle-même, par la physionomie du milieu. Le Canada traditionnel constituait une société relativement stable où primaient certaines valeurs familiales, religieuses, culturelles. La communauté canadienne-française constituait un groupe assez isolé, du moins si on la compare à la plupart des communautés nationales du monde occidental. C'est pour travailler dans ce milieu traditionnel et stable que l'Église du Québec organisa son apostolat et y prépara des hommes. Tous les prêtres recevaient une formation générale à base surtout de langues classiques et de français. La formation humaniste était couronnée par un enseignement de philosophie thomiste et de théologie.

La formation spirituelle s'appuyait, certes, sur l'Évangile et sur les données des spiritualités traditionnelles, mais certaines vertus étaient particulièrement inculquées : surtout la docilité et l'obéissance d'exécution. La formation d'ensemble restait saine, fidèle aux sources ; nous parlons d'accent. On comprend que, dans une société traditionnelle, où les institutions apostoliques ne changent guère, il faille insister surtout sur certaines qualités d'exécution. Un milieu stable ne forme pas spontanément les hommes à la critique ou à des révisions systématiques ; on y forme surtout des équipes efficaces qui exécuteront rapidement les tâches usuelles et qui assureront le rendement maximum dans les institutions établies.

Les insuffisances de cette formation sont aujourd'hui ressenties à tous les niveaux et dans toutes les générations. Songeons qu'au terme de leur formation, les jeunes prêtres demandent une préparation supplémentaire pour l'action. Ce fait est paradoxal et oblige à repenser sérieusement le système même de la préparation apostolique à donner aux clercs et religieux.

Un autre fait provoque à la réflexion. On constate que, dans une situation de changement rapide, un grand nombre de prêtres en activité ont peine à se réadapter aux conditions nouvelles de l'apostolat. Ils avaient été habitués à une tâche d'exécution fidèle, qui ne comportait guère de participation collégiale aux responsabilités. On ne les avait pas préparés à l'adaptation rapide, aux initiatives nouvelles ; on n'avait guère encouragé la créativité. Dans des institutions stables, l'évêque, ou le supérieur, avec quelques conseillers, pouvait facilement orienter la marche de son diocèse ou de son oeuvre ; mais lorsque l'institution ou l'oeuvre elle-même est à repenser, à critiquer, à réadapter, il faut la collaboration de tous. Il est donc urgent de redonner aux équipes de clercs ou de religieux leur dynamisme en favorisant précisément l'initiative, l'esprit de créativité et surtout la coresponsabilité.

Il faut que la préoccupation du changement social devienne une donnée de base de cette formation nouvelle. Il est indispensable que tous les Prêtres reçoivent une formation sociale qui les rende capables de percevoir les changements, d'apprécier les psychologies nouvelles, de comprendre les attitudes, les comportements et les institutions d'aujourd'hui. La formation aux sciences humaines en général y contribuera efficacement. L'utilisation de ces disciplines ne constitue-t-elle pas un supplément de prudence, un moyen indispensable pour mieux discerner les conditions et les circonstances de l'apostolat ? Par défaut d'analyse, on en arrive souvent à juger avec précipitation des situations mal définies ou mal connues. Souvent l'homme de formation générale est exposé à porter des jugements sur les faits avant de les avoir analysés sérieusement. Le discernement apostolique demande aujourd'hui d'analyser plus longuement les situations complexes, de percevoir les angoisses, d'entrer dans les préoccupations nouvelles ; sinon on s'expose à proclamer trop vite des réponses qui ne s'appliquent qu'à demi. Il y a là une forme subtile de conservatisme plus ou moins conscient.

C'est surtout par les générations plus jeunes de clercs que l'institution ecclésiale plonge dans le monde actuel et communie à ses préoccupations. Il serait heureux que ceux-ci puissent s'exprimer pleine-

ment et librement et qu'un dialogue fécond s'amorce entre les générations. Parmi les requêtes les plus fermes exprimées par le renouveau spirituel en cours il y a le désir d'intensifier la vie communautaire. La communauté suppose la complémentarité, la division du travail, la coresponsabilité. Plus que jamais, une formation consciente à la vie d'équipe, à la dynamique des groupes sera requise. Ensemble, il faudra redéfinir des motivations spirituelles et vivre, dans l'authenticité, la charité des équipes apostoliques. La condition indispensable sera le dialogue fraternel et généreux.

6 - Une Église en état de recherche

Dans le prolongement des considérations précédentes, il apparaît nettement que l'un des besoins les plus urgents qui s'impose à l'Église du Québec est un effort concerté d'étude et de recherche pour orienter son action dans le milieu. Un trop grand nombre parmi les clercs et les laïcs donnent l'impression de vivre sous l'effet d'un choc psychologique et d'un désarroi spirituel. Une certaine image de la structure ecclésiale s'est soudain dissoute à leurs yeux. Une Église qui, hier encore, offrait l'aspect d'un organisme solidement structuré et qui prolongeait son action en un réseau imposant d'institutions éducatives, culturelles, caritatives, sociales, se voit tout à coup obligée de repenser foncièrement ses modes d'insertion dans le contexte d'une société sécularisée. L'Église doit apprendre à oeuvrer désormais dans des conditions d'innovation permanente et de changement accéléré. L'inquiétude des pasteurs, leur perplexité, leur anxiété même s'expliquent. Les lignes originales d'une action commune ne se dégagent pas encore clairement car on n'a guère réussi à analyser les situations nouvellement créées et les besoins spirituels qui en découlent.

Devant l'évolution des structures et la transformation des valeurs, certains appellent des interventions de l'autorité qui rétabliraient l'ordre et restaureraient l'équilibre antérieur. D'autres se résignent au changement avec un vague sentiment d'impuissance ou de fatalisme,

attendant le retour de conditions plus favorables. Quelques-uns, désespérant de pouvoir définir à nouveau des programmes d'ensemble, prônent une action apostolique par la méthode des contacts individuels ou occasionnels, même si cela signifie la dispersion des forces vives de l'Église. Ces attitudes sont compréhensibles, mais elles restent toutes en deçà des exigences de renouveau ecclésial appelé par le Concile.

Les chrétiens sont conviés tout à la fois à un effort de sanctification interne et de compréhension du monde en devenir. Plus le rythme du changement social est rapide, plus il est urgent que l'Église s'interroge méthodiquement sur les conditions de son action apostolique. Ceci s'applique de toute évidence au Canada français.

La fonction de recherche mérite donc qu'on lui accorde une priorité, qu'on organise sérieusement l'étude et la réflexion indispensables à une redéfinition des tâches concrètes de l'Église dans notre milieu. Avant de songer aux modalités pratiques de cette recherche, il faudra d'abord s'assurer qu'on est bien convaincu de son importance.

La nature des problèmes à étudier exigera essentiellement la collaboration de compétences complémentaires, celles en particulier de spécialistes des sciences de l'homme et des sciences religieuses : théologiens, pasteurs, sociologues, psychologues, etc. Des échanges d'opinion sur la situation et des discussions fraternelles pourront certes aider à voir clair mais ne suffiront plus ; des recherches plus expertes sont désormais requises par l'ampleur et la complexité des problèmes. Aussi paradoxal que cela paraisse, l'exercice du discernement apostolique exige aujourd'hui l'emploi judicieux de méthodes spécialisées pour mieux percevoir, évaluer et comprendre les besoins de nos contemporains. Tous ceux qui détiennent un Poste de décision dans les organismes apostoliques, diocèses, paroisses, instituts religieux, mouvements, oeuvres, groupes de militants, ceux-là surtout ont à se convaincre de la nécessité des sacrifices à consentir pour faire entrer l'Église en état de recherche. On ne soulignera jamais trop l'importance d'organiser des recherches socio-pastorales soutenues et engagées dans l'étude lucide de nos problèmes les plus urgents.

Une observation attentive de notre milieu permettrait de dégager les problèmes auxquels la recherche socio-pastorale devrait s'attaquer en priorité. A première vue, quelques orientations semblent déjà se dégager. Nous nous contenterons d'en indiquer trois, que nous proposons sous forme de questions.

Un premier sujet d'étude et de réflexion consisterait à se demander quelles sont les principales *difficultés rencontrées par la foi* des chrétiens en notre milieu. Quels sont les conflits de valeurs qui mettent en cause les attitudes religieuses traditionnelles ? Qu'est-ce qui fait obstacle à la transmission du message spirituel ? En quoi notre langage religieux reste-t-il opaque pour la psychologie de l'homme actuel ? Comment faire comprendre à nos contemporains le lien vital qui doit exister entre la croyance et la pratique religieuse, entre foi et comportement dans une société qui se sécularise ? Ces préoccupations sont centrales aujourd'hui dans la conscience des chrétiens et dans les réflexions des pasteurs. Nous sommes en face de problèmes qui touchent à l'évolution de la psychologie collective autant qu'à la théologie pastorale. On souhaiterait donc que ces problèmes soient étudiés avec soin par des spécialistes de la psychologie sociale travaillant étroitement avec des pasteurs compétents.

Un autre point qui devrait faire l'objet de recherches concertées est la *transformation des institutions spécifiquement chrétiennes* dans notre société toujours plus urbanisée. Le cas de la paroisse saute aux yeux, mais il n'est pas le seul. Après avoir constaté l'inadaptation croissante de la paroisse traditionnelle, on se demande comment cette structure d'Église devra être réaménagée. Même question pour les institutions d'éducation, de culture, d'action sociale et caritative, qui ont été dans le passé de puissants moyens d'influence pour l'Église. Si on admet comme légitime ou inévitable le transfert à l'État de nombreuses tâches assumées jusqu'ici par les clercs et les religieux, si l'on constate les limites d'influence de la paroisse dans les villes, quels substituts ou quelles formes nouvelles trouvera-t-on à ces modes de présence visible de l'Église ? Sa mission d'enseigner, de sanctifier, de gouverner, exigeront d'autres structures de présence, d'implantation,

d'action. Quelles seront ces structures nouvelles qui concrétiseront la vie communautaire des chrétiens et permettront à l'Église de continuer sa mission ; comment les étudier en tenant compte de toutes les données sociologiques, théologiques et pastorales, sinon par des recherches que l'on poursuivra parallèlement à des expérimentations éclairées ?

En outre, le problème de *la communication et de la participation* dans la communauté chrétienne constituerait une autre priorité dans un programme de recherche pastorale. En redéfinissant le rôle et la responsabilité des laïcs dans l'Église, en instituant dans les diocèses des conseils presbytéraux et de pastorale, le Concile a indiqué les raisons doctrinales et pratiques qui justifient une plus intime participation des chrétiens de toutes catégories aux tâches communes de l'Église. Le renouveau du sens communautaire suppose que les chrétiens conscients puissent s'identifier aux préoccupations des responsables spirituels, qu'ils aient le sentiment d'être entendus et traités en coresponsables dans l'oeuvre de l'évangélisation. Quant aux pasteurs, leur gouvernement spirituel exigera à l'avenir une communication plus organique avec tous les éléments de la communauté ecclésiale. Il y a là une exigence d'information réciproque, mais surtout de participation et de responsabilité complémentaires. Toutefois, dans la société urbanisée, aux masses anonymes, comment répondre aux besoins de l'intercommunication ? Quelles structures de participation faudra-t-il créer, au niveau des groupes locaux, des paroisses, des diocèses ? Comment donner voix, à l'intérieur des communautés chrétiennes, à tous ceux qui veulent prendre part au renouvellement du culte, de la proclamation du message, au dynamisme de l'action apostolique ? Comment, en d'autres termes, institutionnaliser un dialogue ouvert dans l'Église ? Le problème comporte des aspects multiples où des spécialistes en communication, en organisation, auront un rôle nécessaire à jouer à côté des spécialistes de la pastorale.

Les études et les recherches que l'on préconise pour le renouveau de l'action pastorale seront exigeantes, complexes, onéreuses. Qui les entreprendra et où trouvera-t-on les spécialistes pour s'y consacrer ?

Le Canada français compte bien quelques organismes de recherche, par exemple le Centre de sociologie religieuse de l'Université Laval ; quelques sociologues s'intéressent particulièrement aux problèmes religieux de notre milieu ; mais les recherches qui sont ici envisagées demanderont des spécialistes en plus grand nombre et surtout un engagement beaucoup plus conscient de notre communauté chrétienne. Il faudrait, en particulier, plus de prêtres spécialisés dans les sciences de l'homme, qui sachent utiliser les méthodes rigoureuses de la recherche dans une perspective vraiment pastorale. Il faudra aussi que l'on procure à l'ensemble des clercs une solide initiation aux sciences du comportement humain, formation qui devrait s'intégrer intimement à leur culture théologique et pastorale. Tout ceci ouvre des perspectives nouvelles aux programmes de formation dans les séminaires et les facultés de théologie. Des premiers pas ont déjà été faits en ce sens, mais on est encore loin des exigences formulées par *Gaudium et spes*, où on lit par exemple : « Les théologiens, tout en respectant les méthodes et les règles propres aux sciences théologiques, sont invités à chercher sans cesse la manière la plus apte de communiquer la doctrine aux hommes de leur temps... Que, dans la pastorale, on ait une connaissance suffisante non seulement des principes de la théologie, mais aussi des découvertes scientifiques profanes, notamment de la psychologie et de la sociologie... » (62, 2).

Évolution de l'église au canada français.
Études de sociologie pastorale.

CONCLUSION

[Retour à la table des matières](#)

Notre préoccupation dans ces pages fut de dégager, à larges traits, les orientations socio-culturelles du milieu, afin de mieux percevoir quels besoins spirituels, quelles urgences pastorales se font jour dans la communauté canadienne-française. Ce travail est une tentative de discernement au sens paulinien du mot. Nous avons cherché à discerner, dans les événements et dans les signes du temps, ce que le Seigneur attend de nous aujourd'hui.

L'Église est dans le monde et pour les hommes de chaque génération. C'est le mystère de l'Incarnation qui se prolonge dans l'histoire de l'humanité, dans la nôtre, collective ou individuelle, dans les comportements comme dans les institutions. La compénétration des réalités spirituelles et temporelles est de plus en plus difficile à percevoir par nos contemporains, et souvent même par les responsables de l'évangélisation. Ensemble, dans la foi et la charité, nous avons à poursuivre ce discernement apostolique, plus difficile que jamais aux époques de transition, mais devoir indispensable pour la redéfinition constante des tâches de l'Église. En cette époque post-conciliaire, c'est le

service par excellence qui nous est demandé : « À vrai dire, cette compénétration de la cité terrestre et de la cité céleste ne peut être perçue que par la foi ; bien plus, elle demeure le mystère de l'histoire humaine qui, jusqu'à la pleine révélation de la gloire des fils de Dieu, est troublée par le péché. Mais l'Église, en poursuivant la fin salvifique qui lui est propre, ne communique pas seulement à l'homme la vie divine : elle répand aussi, et d'une certaine façon sur le monde entier, la lumière que cette vie divine irradie, notamment en guérissant et en élevant la dignité de la personne humaine, en affermissant la cohésion de la société et en procurant à l'activité quotidienne des hommes un sens plus profond, la pénétrant d'une signification plus haute »(constitution pastorale *Gaudium et spes*, no 40).

Fin du texte